



ACTES

Le Valais de l'entre-deux-guerres et la Suisse moderne. Quelques travaux récents

Journée d'étude

Institut universitaire Kurt Bösch, Bramois/Sion

Samedi 1^{er} mai 1999

PRESENTATION DE LA JOURNEE

Sandrine Strobino

Historienne, membre du comité de la SAV

La SAV avait organisé, en 1997, une journée de la plante, journée d'étude interdisciplinaire. Cette fois, c'est un thème historique qui a été choisi et la Société d'Histoire du Valais Romand a bien voulu s'associer à l'organisation de cette manifestation. Par le biais de son directeur, Jean-Henry Papilloud, le Centre valaisan de l'image et du son est aussi associé à la journée. Il ne pouvait en être autrement étant donné que l'on y parle aussi cinéma !

De quoi est-il question au juste? En ce millénaire finissant (au moins du point de vue chiffré), tout le monde ayant eu son lot de commémorations, il nous semble important de se tourner vers l'avenir (c'est un comble pour parler d'histoire!) et de parler de travaux récents (publiés ou à paraître).

La journée se découpe en deux parties:

- Dans un premier temps, il sera question du Valais dans la période de l'entre-deux guerres **Sandra Deslarze** nous entretiendra à propos de l'école libre de Bagnes qui a existé de 1900 à 1943. Il s'agit en fait de la recherche effectuée pour le mémoire de licence qu'elle a défendu sous la direction du professeur François Jequier, à l'Université de Lausanne. Son travail a été publié conjointement par les éditions *Faim de siècle* et la SHVR.

Bertrand Deslarze nous retracera l'histoire de la station de Verbier entre 1930 et 1960. Il s'agit également de son mémoire de licence, défendu sous la direction du professeur Francis Python à l'Université de Fribourg. Ce travail a été publié conjointement par les éditions *Faim de siècle* et la SHVR.

Ces deux ouvrages ont été publiés en 1998.

- Après ces deux zooms portant sur des monographies, il convient de prendre un peu de recul et d'envisager le Valais dans son entier pour la période choisie, c'est-à-dire l'entre deux-guerres.

Ce panorama du Valais nous sera brossé par **Gérald Arlettaz**, président du groupe valaisan des sciences humaines. Les passionnés d'histoire attendent impatiemment une histoire du Valais que va faire paraître la SHVR. Gérald Arlettaz est l'un des rédacteurs de la partie d'histoire contemporaine. Ce sera donc l'occasion de parler de cette future publication.

Si nos trois conférenciers ont travaillé à partir de sources écrites, ils ont aussi eu recours à des sources orales. C'est la question du type de sources historiques qui nous intéressera en deuxième partie de journée.

Dans un premier temps **Jean-Henry Papilloud** nous proposera et nous commentera quelques films datant de l'entre-deux guerres et portant sur le Valais.

Dans un second temps, **Monique Pavillon et Jean-Damien Humair**, chercheurs à l'Université de Lausanne, nous présenteront le Cdrom qu'ils ont conçu à l'occasion du 150e anniversaire de la Confédération et qui s'intitule «Clic et déclic sur les temps modernes». On s'éloignera alors de notre Valais pour aborder un sujet suisse. Mais ce qui nous intéressera particulièrement, c'est l'usage qu'ils ont fait des sources cinématographiques.

Le débat, dans cette deuxième partie de la journée pourra porter sur le type de sources historiques à disposition des chercheurs et leurs usages.

INTRODUCTION

LES NOUVEAUX DEFIS DE LA RECHERCHE HISTORIQUE EN VALAIS

Jean-Henry Papilloud

Président de la Société d'histoire du Valais romand

Les objectifs de la rencontre qui réunit la Société académique du Valais et la Société d'histoire du Valais romand sont précis et bien délimités. Toutefois, ils ne devraient pas, je l'espère, écarter les mises en perspective nécessaires. Les organisateurs, comme les conférenciers et les participants, attendent de cette journée des résultats et des retombées plus larges que ne le laissent prévoir la simple découverte de recherches récentes ou l'utilisation des documents cinématographiques en histoire contemporaine.

Pour cela, il me paraît nécessaire d'insister sur les rapports complexes qui lient les historiens à la société valaisanne tant du point de vue des recherches qu'ils conduisent que de la manière dont ils diffusent leurs travaux.

La recherche historique en Valais

Si le Valais apparaît toujours comme un terrain de recherches intéressant, les travaux universitaires restent relativement peu nombreux. L'absence d'université explique en partie la situation. Mais elle ne justifie pas tout. On n'a pas l'impression que beaucoup de choses aient changé depuis les années 1970. Le soutien à la recherche reste à peine ébauché et on déplore toujours l'absence de structure d'appui qui serve de pôle de coordination et de réflexion.

Des initiatives intéressantes sont apparues : la Bibliothèque cantonale a créé une unité de recherche ; la Société d'histoire du Valais romand s'efforce de recenser les travaux ; des groupes lancent de petits programmes de recherche. Mais tout cela reste bien circonscrit et ne remplace pas l'impulsion que donne, ailleurs, des instituts ayant pignon sur rue et soutien officiel.

Fort heureusement, la diffusion des travaux universitaires et para-universitaires peut être assurée. Des revues vénérables comme *Vallesia*, les *Annales valaisannes* et les *Blätter aus der Walliser Geschichte* font gentiment leur mue et intègrent progressivement les problématiques novatrices lancées naguère comme des manifestes par le Groupe valaisan des sciences humaines puis le Labrec.

L'intérêt que des collections anciennes ou récentes accordent aux travaux des historiens, comme la demande soutenue d'information de la part des nouveaux médias, sont autant de signes que la recherche historique peut toucher le grand public.

Un nouveau métier d'historien ?

Même s'ils prennent des formes plus diversifiées, les rapports entre l'historien et la société dans laquelle il vit ne changent pas radicalement. Tout au plus, les partenaires sont-ils davantage conscients des liens qui les unissent. La montée en puissance d'une nouvelle histoire plus ouverte sur la société, les mentalités, a brisé le mythe de la tour d'ivoire dans laquelle les anciens chroniqueurs croyaient être à l'abri des bruits et des fureurs de leur époque.

C'est souvent avec des questions liées à leur présent que les historiens étudient le passé. Non forcément pour y trouver la justification de l'actualité, mais pour mieux comprendre les interactions entre les composantes qui font justement l'histoire.

Les historiens perçoivent la demande sociale en leur direction à la fois comme une chance et comme un danger. Pour bien gérer cette situation relativement nouvelle, ils s'efforcent, d'une part, de conserver une grande liberté dans le choix de leurs recherches et dans la manière de les conduire tout en s'adaptant, d'autre part, aux nouveaux moyens de diffusion mis à leur disposition. Car, comme tous les chercheurs en sciences humaines, ils souhaitent donner à leurs travaux le plus grand rayonnement possible.

A cet égard, il sera intéressant de voir comment seront accueillis deux projets qui s'affirment résolument novateurs : la Nouvelle histoire du Valais sous une forme classique et l'Encyclopédie du Valais sur l'Internet.

Puisse donc cette journée être le point de départ d'une réflexion plus large sur les rapports entre les historiens, l'organisation et la diffusion de leurs recherches et leur place dans les débats de société qui préoccupent aujourd'hui les hommes et les femmes de ce pays.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES EN VALAIS

Myriam Evéquoaz-Dayen

Historienne, Conthey

L'Entre-deux-guerres est une période confuse et contradictoire dont l'histoire tente de faciliter la compréhension par la mise en évidence de structures et de processus. La société se trouve alors tendue entre deux pôles opposés : d'une part, elle est attirée par l'idée de progrès qui imprégnait la Belle Epoque ; d'autre part, elle vit dans la peur de ce que le changement peut véhiculer au niveau politique et social.

La Première Guerre mondiale et ses conséquences, la crise économique des années 1930 créent des conditions particulières qui influencent la construction d'une image stéréotypée de la montagne, support sur lequel fleurit la 'Défense spirituelle' visant à protéger le pays des menaces étrangères. Le paysan de montagne représente le 'vrai' Suisse.

En Valais, la majorité de la population active se consacre à l'agriculture ou à l'élevage. Le conseiller d'Etat Maurice Troillet lui-même conserve, jusqu'en 1949, un troupeau de reines à cornes et à lait. Cette large identification au monde paysan limite la prise de conscience des clivages sociaux : des Valaisans sont opprimés par un important endettement agricole alors que d'autres perdent leur fortune dans le krach boursier de 1929.

La période constitue un laboratoire socio-politique : ce qui va surgir, exploser après 1945 est en gestation dans une société corsetée, dont la cohésion apparente résulte des pressions conjointes de l'Etat et de l'Eglise. Celle-ci exerce une fonction intégratrice dans une société en butte à d'importants problèmes économiques, sociaux et politiques. Son action tente de neutraliser la prise de conscience ouvrière et la lutte des classes. Du reste, l'Entre-deux-guerres marque l'apogée du milieu catholique : en Valais, ses organes les plus actifs sont l'Action catholique et les jeunesses rurales.

Les communications de ce jour apportent une connaissance bienvenue de cette période encore relativement peu étudiée sous l'angle de la société et des pouvoirs.

Le mémoire de Sandra Deslarzes-May contribue à illustrer deux phénomènes majeurs : la circulation et la force des idées qui permettent de créer, dans un environnement conservateur, une école libre, laïque ; les résistances que la société oppose aux tentatives de l'Eglise catholique soucieuse de maintenir son influence prépondérante sur l'école ainsi que son contrôle social.

L'étude de Bertrand Deslarzes nuance le stéréotype de la commune de montagne. Les différentes facettes qu'il met en évidence ne concordent pas avec la caricature d'un passé autarcique, misérable, routinier et passif.

VERBIER, TOURISME ET MUTATION 1930-1960

Bertrand Deslarzes

Historien, enseignant, Vollèges

Le changement par le tourisme

Les dépliants touristiques, pour éveiller l'intérêt, jouent sur les contrastes : une télécabine aux lignes futuristes passe au-dessus d'un mayen au bois brunis par les années. Cette limpidité de la lecture publicitaire se retrouve parfois dans la perception du passé valaisan : la tradition sert de révélateur à la modernité. La question est de savoir quel est le contenu de cette société dite traditionnelle, de préciser la profondeur historique de ce qui est vu comme moderne, de percevoir l'évolution de la tradition et de la modernité dans le changement touristique. L'exemple choisi, Verbier¹, est celui d'une station alpine de «la seconde génération», dont l'essor après la Seconde Guerre mondiale est assuré par les sports d'hiver. L'influence de ce tourisme hivernal se comprend d'abord par l'étude de la société qui assurera ou subira son extension. Puis il faut clairement distinguer les différentes étapes du développement qui suivra. Enfin le changement est étudié à travers ceux qui l'ont favorisé ou combattu. Ces trois approches du problème - un état de la société agricole, une périodisation, une analyse des acteurs et du discours sur le changement - doivent nous permettre d'affiner notre compréhension de ce passage de la tradition à la modernité.

La société agricole des années 1930

Avant de décrire les différentes étapes du développement de Verbier, il convient de présenter la société dans laquelle il va se produire. Est-elle déjà engagée dans un processus de transformation ou reste-t-elle profondément attachée à une organisation ancienne ?

Une société fermée et en déclin ?

Bagnes, comme la plupart des régions alpines, subit un déclin démographique depuis la révolution industrielle². Cependant, elle se distingue comme «une des rares communes accusant une dépopulation constante et ininterrompue depuis 1860³.»Après la brusque croissance de la première moitié du siècle, le recensement de 1860 enregistre un maximum, puis les deux suivants annoncent un léger recul qui s'accroît dès 1880 et s'accélère dès 1920. En 1941, la commune est moins peuplée qu'en 1829.

Les raisons de cette baisse sont difficiles à cerner. Des enquêteurs fédéraux, en 1928, l'attribuent à des causes subjectives : «les exigences modernes de la vie» ne peuvent être satisfaites par les ressources de l'agriculture ; « l'esprit d'initiative» des Bagnards les inciterait à partir. Un demi-siècle après, Eloi Rossier, dans un mémoire d'histoire, inverse la proposition en insistant sur l'appauvrissement de tout le district qui, au contraire de la plaine, ne s'adapte pas à l'économie de marché. Le taux de célibat reste très élevé (50% pour les femmes, 40% pour les hommes), celui de fécondité chute dès 1880, alors que celui de mortalité connaît un pic en 1885. Claudine Sauvain détaille plus encore le phénomène de l'émigration qui s'attaque à l'effectif «utile», c'est-à-dire au nombre d'enfants qui ont survécu jusqu'à l'âge adulte et se

sont mariés à Bagnes au cours des 25 années précédentes⁴. Le déclin démographique s'expliquerait donc par une mauvaise situation économique dont découle un malaise social.

Les chiffres fournis par les registres paroissiaux, ainsi que ceux de l'Etat civil étaient cette affirmation. Les années 1920 ont été une importante période de migrations, plus encore que les années 1930 qui en reçoivent le contrecoup avec la détérioration de l'équilibre naturel. Cependant, le nombre de mariages incite à la prudence. Le mariage est aussi considéré comme un indice de l'état économique d'une société : créer un nouveau ménage suppose un minimum de moyens matériels. Or, de 1911 à 1925, il y a une moyenne annuelle de 20 mariages religieux et 21 civils, et de 1926 à 1940 de 21 religieux et de 19 civils. De plus, durant cette période la population ne cesse de diminuer, par conséquent la proportion des mariages ne régresse pas. De plus, les protocoles du conseil communal dépouillés systématiquement dès 1930 n'abordent jamais le problème du déficit démographique, au contraire de celui des difficultés économiques comme les coûts de l'agriculture ou la nécessité pour le contribuable de réduire ses dépenses. Le lien de causalité entre la situation économique et le déclin démographique est donc difficile à confirmer.

L'existence d'un malaise social s'exprimerait plutôt par des résistances à l'immigration. L'expression « peuple bagnard » récurrente dans les protocoles illustrerait ce soucis d'identité. Au cours des années 1930, l'assemblée bourgeoise exprime clairement son refus de recevoir de nouveaux membres. Quoique leur proportion diminue, les bourgeois de Bagnes forment encore en 1941 la presque totalité de la population : 98% de 1860 à 1900, 95% en 1920, 94% en 1930, 93 % en 1941⁵. De plus, l'apport des «étrangers» est relatif puisqu'ils sont en majorité valaisans, les personnes extérieures à la Suisse sont même en recul depuis 1920. Cette méfiance de l'étranger liée au contexte international, les Italiens et les Allemands sont particulièrement visés, pourrait l'être aussi au taux d'endogamie. L'exemple de Verbier peut servir d'indice. De 1911 à 1941, 69 mariages religieux sont inscrits : dans 37 les deux époux sont des habitants de Verbier ou Médières (le village voisin); dans 20, un des époux est Bagnard; dans les 12 restants il vient de l'extérieur de la commune. Autrement dit, entre 1911 et 1941, 81% des gens de Verbier qui se marient ont un conjoint de Verbier ou Médières; ramené strictement au village de Verbier le taux est de 56%. Seul 6% des Verbierains se marient avec des personnes étrangères à la commune. Ces chiffres ne tiennent pas compte des mariages célébrés à l'extérieur de la paroisse. Cependant, ces derniers ne devraient guère modifier le résultat, puisqu'ils aboutissent souvent à un déménagement.

Durant les années 1930, la population bagnarde intègre peu d'individus nouveaux, et peut, selon cet angle de vue, paraître fermée. Cependant, les contacts rendus nécessaires par l'émigration saisonnière laissent supposer une population ouverte aux influences extérieures. Les témoignages recueillis insistent sur les nouveautés rapportées par les émigrés. Les échanges avec le monde «moderne » de la plaine ou des villes existent, mais surtout dans un sens, cette vallée rurale n'exerçant pas sur lui un attrait particulier.

La part du traditionnel et du moderne

L'activité agricole et pastorale domine encore la vie bagnarde des années 1930. Elle occupe la majorité de la population, elle influence l'organisation de la commune. Le nombre de vache est resté stationnaire et l'élevage est la principale ressource du paysan bagnard. Les exploitations sont caractérisées par leur morcellement, une moyenne de 35 parcelles par exploitation. La chèvre, considérée comme la «vache du pauvre», est encore très présente. Cependant, dès le milieu de la Seconde Guerre mondiale, des rythmes de développement différents caractérisent chacun des villages : Le Châble, Fionnay, Verbier se distinguent déjà par leurs activités artisanales, industrielles ou touristiques. Une évolution lente, mais constante montre la diminution de la part de l'agriculture dans les activités professionnelles. Ce changement est désiré. L'agriculture bagnarde des années 1930 ne représente pas une

agriculture séculaire restée figée. La culture des céréales, remplacée par des cultures spéculatives, ne cesse de diminuer, certains l'ont complètement abandonnée à la veille de la Seconde guerre mondiale. Ce passage annonce la fin d'une culture de subsistance et l'insertion dans une économie de marché

L'évolution ne se limite pas à la répartition des activités professionnelles et aux types de culture, elle touche également l'organisation de la société. La première moitié du XIXe siècle est marquée par la volonté d'uniformiser les conditions de jouissance des alpages détenus par la Bourgeoisie (1930), et de mettre fin ainsi aux diversités issues de l'usage au siècle précédent. L'exploitation des montagnes est également remise en discussion. Un nouvel alpage est créé en 1894, d'autres sont réunis au début du XXe siècle, et surtout la première montagne basse⁶ est fondée en 1927. La disparition de mayens signifie pour beaucoup une atteinte à l'indépendance, à la tradition. Mais le succès de cette rationalisation est tel que les autres consortages l'imitent, comme la Marlenaz et le Vacheret en 1931, les Grands Plans en 1935, tous au-dessus de Verbier. A cela s'ajoute une action plus significative encore : la vente en bloc du fromage.

La division de la commune en «sections», anciennes unités administratives dotées d'une relative indépendance, est menacée par l'accroissement des compétences du pouvoir communal. Le budget communal s'accroît rapidement avec la construction de plusieurs routes, les comptes villageois (ceux des sections) sont critiqués pour leur gestion. L'Etat n'hésite pas à fermer des écoles, institutions qui étaient jusqu'alors au coeur de l'autonomie villageoise. Cependant, les mentalités restent imprégnées de cette subdivision et le pouvoir central ne peut remettre en cause une décision prise à l'unanimité par un village. Une structure privée, comme le consortage⁷, est également menacée. Le conseil municipal profite de la sécheresse de 1921 pour établir un règlement communal des eaux en 1925, règlement qui s'applique à l'ensemble des consortages. Le secrétaire souligne le caractère exceptionnel de cette intervention. Face à l'augmentation des coûts ou à l'ampleur des travaux, les consortages confient d'eux-mêmes des compétences à la Commune, dès le milieu des années 1930

La recherche de la modernité est même encensée à travers l'expression «progrès». Bien que ce terme renvoie au vocabulaire politique de Maurice Troillet, il rappelle également un certain nombre de réalisations concrètes. «Petit à petit l'oiseau fait son nid, ainsi nous procédons pour le développement de nos voies d'accès.⁸» Plusieurs arguments convainquent l'administration communale de commencer «ce grand oeuvre»: les routes de Fionnay, Sarreyer, Vollèges et Verbier. Les recettes apportées par l'usine hydroélectrique d'EOS à Champsec, mise en fonction en 1929, assurent des ressources fixes; il faut également profiter des subsides procurés par la loi de mai 1927; intervient enfin conviction que le bien-être et l'avenir passent par les voies de communication. L'effort de modernisation se conçoit d'abord par la route. La Commission des travaux publics «est persuadée que ces oeuvres feront l'évolution grandiose de notre petite patrie. De ces routes, il sortira certainement des facilités de développement capables de donner à notre pittoresque vallée une impulsion nouvelle et de lui assurer la prospérité et la fortune (...).»⁹ Il est difficile de mesurer les répercussions réelles de ces constructions, mais l'essentiel est de noter qu'aux yeux des contemporains le progrès est perceptible. La création d'un réseau routier communal peut être considérée comme une des innovations les plus marquantes de la décennie précédant la Seconde Guerre mondiale. Pour des villages comme Verbier, cela signifie l'arrivée des premiers véhicules automobiles. Cet «essor considérable», pour reprendre l'expression d'Edmond Troillet¹⁰, se traduit aussi par l'endigement de torrents, l'installation d'égouts, d'hydrants, de pompes à incendie, la création d'une assurance maladie infantile obligatoire, d'un service électrique... La modernité s'inscrit également dans l'impact des crises. Les protocoles du conseil communal rappellent régulièrement «ces temps difficiles «des années 1930.

Cette société où la vie agricole impose encore son rythme est déjà engagée dans un processus d'innovations qui remet en cause ses structures.

Les étapes du développement de Verbier

Dans la vallée, le tourisme ne naît pas avec Verbier. Les premiers récits de voyage avec Bourrit et de Saussure datent de la fin du XVIII^e siècle, les premières expériences hôtelières remontent au milieu des années 1850, et Fionnay, première station du Val, se développe durant la dernière décennie du XIX^e siècle. Construite dans la partie supérieure de la vallée, elle attire une clientèle estivale. Comme la plupart des lieux touristiques suisses, sortie moribonde de la Première Guerre mondiale, elle est encore affaiblie par la crise des années 1930. Toujours est-il qu'elle a été un exemple, la preuve d'une réussite possible dans ce que l'on appelait alors «l'industrie des étrangers».

Les mayens de Verbier (1900-1937)

Les premières volontés de mise en valeur touristique du plateau de Verbier remontent bien au-delà de la désormais légendaire année 1950, année de création du Télésiège de Médran. Vers 1900, Nicollier, patron de l'hôtel du Giétroz à Villette, aménage un chalet sur le plateau de Verbier pour ses clients «excursionnistes». En 1907, dans une pétition au Grand Conseil pour la construction d'une route carrossable reliant Le Châble à Verbier, un des arguments invoqués est l'argument touristique. En 1912 et 1914, deux guides de montagne, Bruchez et Meilland, mettent à disposition de leurs clients des chalets, des sortes de refuges, toujours dans les mayens de Verbier. Avant même la Première Guerre mondiale, plusieurs initiatives démontrent qu'un certain nombre d'individus avaient à l'esprit la possible fonction touristique de la cuvette de Verbier.

L'Entre-deux-guerres sera la période de la réalisation. Le ski se popularise, le Club alpin s'implante dans la région, les premiers hôtels sont construits. L'histoire de Verbier est entièrement marquée par le ski. Bien qu'on rencontre les premiers adeptes de ce sport au début du siècle, il faut attendre le milieu des années 1910 pour que la fréquentation du lieu soit plus régulière et que, comme Louis Courthion, on vante «ces champs de verdure ou de neige, les plus vastes de nos Alpes». Ce sport se répand parmi la population locale durant les années 20 et obtient une reconnaissance officielle vers la fin de ces mêmes années : fondation du ski-club Bagnes en 1927, première coupe de Verbier en 1930, création de l'école de ski en 1933. On peut donc affirmer que l'intérêt de ce sport pour la région de Verbier est dès lors reconnu. Son essor sur les pentes verbieraines est dû en particulier à la présence de la cabane Mont-Fort. La section Jaman du CAS à Vevey, le maître d'oeuvre, la construit en 1925 dans l'objectif de favoriser les courses hivernales. Dix ans plus tard, les nuitées estivales ne constitueront plus la majorité de la fréquentation. Cette cabane a également influencé l'emplacement du centre de la station. Les premières pensions, pour la plupart, seront construites sur le chemin qui conduit les touristes de Verbier, voire de Médières à l'alpage de la Chaux. Ces premières pensions, excepté la pension Besson, construite au village et ouverte vers 1920, s'inscrivent dans la continuité de cette cabane : en 1927 la pension Rosablanc et la pension Mont-Fort, en amont de l'actuel centre de la station, en 1933 le Sport-Hôtel et en 1934 l'Alpina, les deux en aval, et en 1938 la pension des Touristes, à nouveau au village. Un autre aspect moins connu de cet essor de la Verbier d'entre-deux-guerres est le début de la parahôtellerie. Le premier chalet de vacances répertorié date de 1926, et il a été construit par les entrepreneurs de la cabane Mont-Fort qui ont ainsi réinvesti leurs bénéfices. Les témoignages se multiplient, qui soulignent le développement réjouissant de «l'industrie des

chalets». Malheureusement, aucun chiffre n'est disponible pour en mesurer précisément l'ampleur. Selon un rapport établi en 1945, une dizaine de chalets étaient transformés ou construits chaque année avant 1939 et jusqu'à 500 lits étaient loués temporairement. Et comme pour clore officiellement cette première phase de la croissance verbieraine, une Société de développement est fondée le 6 juin 1937. Elle donne un cadre juridique au groupe qui s'est longtemps appelé «les intéressés des Mayens de Verbier». Par son existence, Verbier reçoit définitivement sans plus aucun doute le label de station touristique.

Une période de transition (1938-1949)

De 1938 à 1945, deux réalisations, qui veulent répondre aux nouveaux besoins de cette Verbier d'Entre-deux-guerres, préparent le futur développement de la station : la route et le règlement des constructions. La route qui relie le bas de la vallée au plateau possède une histoire longue et mouvementée. Après la pétition de 1907, déjà évoquée, il faut attendre une vingtaine d'années pour qu'un nouveau projet soit élaboré. Profitant des subventions destinées aux routes de montagne, la Commune propose une route carrossable du Châble à Verbier. Un représentant de l'administration fédérale demande à ce qu'elle soit prolongée jusqu'à La Croix de Verbier, au-dessus du village, afin de desservir le plateau et l'entrée de la station. Le premier tronçon, jusqu'au village, est ouvert à la circulation en automne 1935. Une dizaine d'années seront nécessaires à la réalisation du trajet Verbier-La Croix. Les autorités tergiversent, elles hésitent entre une simple amélioration du chemin existant et une route carrossable, le manque de ressources communales refroidit les ardeurs, des travaux sont mêmes ébauchés en 1940 puis abandonnés. La station ne sera atteinte qu'en 1949. Cette extension de l'infrastructure routière s'accompagne d'un accroissement du nombre de constructions. Dès 1934, le conseiller du village de Verbier, Hercule Besson, propose la création d'un règlement des constructions. Il est accepté par l'Assemblée primaire en 1939. Cependant, destiné à l'ensemble de la commune, ses principes ne sont pas clairement définis, laissant une large liberté d'interprétation aux autorités. Il s'inscrit cependant dans la ligne qui sera défendue par la commission cantonale des constructions, dirigée dès sa création par Maurice Zermatten.

La Seconde Guerre mondiale a été une période de transition. Les dernières années du conflit ont même vu une proposition qu'on pourrait qualifier d'utopique. Un plan, le plan Meili, prévoit pour Verbier la création d'une station entièrement nouvelle. Ce plan avait l'immense avantage de proposer un développement mesuré et rationnel de Verbier tout en tenant compte de son potentiel hivernal. Il présentait l'inconvénient de limiter sa croissance à 1550 lits et d'en faire une station médicale, avec pavillons de santé et sanatorium. Ses vues directives, sa volonté de lutter contre la spéculation provoqueront son rejet.

La station champignon (1945-1960)

Dans l'immédiat après-guerre, les premiers signes d'une nouvelle croissance sont perceptibles : trois hôtels et trois pensions sont construits de 1946 à 1949, dès 1946 les nuitées hivernales dépassent les nuitées estivales. L'attrait croissant pour les sports d'hiver encourage les projets de remonte-pente : en 1943, un Genevois propose la construction d'un téléski, le projet reste en rade ; on évoque également un projet de téléphérique en 1944. Un comité d'initiative, réunissant les hôteliers et autres intéressés de Verbier, échoue aussi. La société de chemin de fer du Martigny-Orsières crée une société des skilifts de Verbier dont elle est le principal actionnaire. Dès l'hiver 1946-1947, des installations provisoires dotent Verbier de ses premières remontées mécaniques. Le conseil municipal ne se trompe pas lorsqu'il dit que «la station de Verbier est en plein développement». Les demandes d'autorisation de construire passent de 2 en 1941 à 23 en 1947. Les autorités ressentent l'urgence d'une intervention. Les plans se succèdent à un rythme rapide durant les années 1950 : le plan parcellaire est suivi

d'un plan d'urbanisme, puis d'un plan d'aménagement. Et pourtant les acteurs de cette croissance ont le sentiment d'être dépassés. La SDV, qui exprimait encore sa volonté d'une croissance rationnelle à la fin de la guerre, ne peut maintenant que constater son impuissance. Elle est en partie responsable de l'euphorie qui s'empare de la station, puisqu'elle est à l'origine de la Société Anonyme du Télésiège de Médran.

Cette première installation de grande envergure, inaugurée en 1950, se veut dès ses débuts comme «le sang et la vie de la station». Avec elle, apparaît le nouvel animateur de la station : Rodolphe Tissières. Ce qui surprend dans cette société, n'est pas tant sa croissance continue, que l'extraordinaire confiance en soi qu'elle dégage, liée à de bons résultats immédiats. La plume de Tissières transcrit cet enthousiasme dès le premier rapport de gestion en 1951 : «Le jour où le besoin s'en fera sentir et où cette nouvelle étape sera franchie (téléphérique jusqu'au col des Vaux), Verbier prendra place parmi les plus belles et les plus grandes stations d'hiver de Suisse, et de même que la piste de la Parsen a fait la réputation de Davos, les descentes nouvelles du col des Mines, du col de Creblet, de toute la Combe à Médran, sans parler de celle passant par Tortin et Siviez pour aboutir à Sion, feront de Verbier une région de prédilection de tous les bons skieurs.»¹¹ Les journalistes parlent désormais de rythme américain pour décrire cette course aux constructions. Cet enthousiasme incite les autorités ou les responsables des remontées mécaniques à envisager des aménagements généraux sur l'ensemble de la vallée : Tissières a déjà en vue le Mont Fort, mais il lorgne aussi du côté de Sion pour attirer les skieurs du Valais central et envisage même une liaison avec Zermatt à l'aide de téléphériques, mais aussi de taxis aériens. Les autorités communales partagent son idée de créer des stations satellites de Verbier, des stations intégrées : on parle d'un Super-Verbier, d'une station sur l'alpage de la Chaux et d'une autre à Brunet sur le versant opposé de la vallée.

Cette explosion quantitative ne va pas sans provoquer toute une série de craintes, qui sont d'abord d'ordre moral. On considère que la vie nocturne surtout a une mauvaise influence sur la jeunesse. Le président de la commune ira jusqu'à interdire le port des shorts aux femmes. On craint également l'argent facile, on condamne la spéculation. Il est vrai que tous les indigènes ne savent pas en profiter.

La croissance très rapide des années 1950 et surtout 1960 a parfois fait oublier tout le travail accompli avant-guerre. Le changement durant ces deux décennies a pu paraître exceptionnel aux yeux des contemporains, il n'en est pas moins vrai qu'il est déjà à l'oeuvre dès les années 1930. Dans la quantité, dans le nombre, il ne fait aucun doute que l'après-guerre est incomparable. Par contre, dans les ambitions, dans les volontés, dans les activités, les principaux éléments se retrouvent auparavant : vente et location de chalets, constructions d'hôtels, planification du développement, voies de communication. La période de la guerre peut paraître comme un temps d'arrêt. Elle est surtout un temps de consolidation où les infrastructures nécessaires au développement futur sont pensées et en partie réalisées.

Le changement

Les acteurs

Les hôteliers

Avant la Première Guerre mondiale, les quelques rares personnes qui profitent du cadre touristique verbierain vivent déjà du tourisme : un hôtelier, des guides de montagne. Par la suite, de nouveaux venus apparaissent et une partie d'entre eux sont déjà liés à cette branche d'activité. Plusieurs sont issus d'un groupe important de jeunes gens qui durant la bonne saison se rendaient dans des stations suisses ou étrangères comme employés d'hôtel. Maurice

Besson travaillait à Paris avec sa femme lorsqu'il lut une annonce pour le poste de gardien de la cabane Mont-Fort ; Paul et Hermann Fellay ont aussi fait les hôtels ; Ernest Meilland tenait déjà un établissement à Champex ; Edouard Bessard fut concierge de l'hôtel de Zinal_ Ces séjours à «l'étranger» ont été l'occasion d'un premier contact avec l'activité hôtelière. Dans ce groupe des hôteliers, on trouve une forte majorité d'indigènes. Les Verbierains, ceux du village, sont faiblement représentés. Cela tient en partie au fait que les mayens et terrains de la moitié est de la cuvette, où s'est développée la station, étaient propriété d'habitants de Médières, du Cotterg, de Villette ou du Châble.

Les autorités et autres notables

La station de Verbier abrite une belle brochette d'hommes publics influents. Trois retiennent plus particulièrement l'attention : Maurice Troillet, Marcel Gard, Pierre Darbellay. Le premier possède un chalet au Clou, au-dessus de Verbier. Son influence sur la station n'est en rien comparable à celle qu'il a eue sur le canton. Rodolphe Tissières, qui a passé sa jeunesse dans le chalet du conseiller d'Etat, le dit réticent à la création d'une station touristique. Son attitude se fait parfois plus ambiguë. Il défend l'octroi d'une rallonge des subventions pour élargir de 50 cm la route du Châble à Verbier. Par contre, la tradition orale en fait l'allié d'Hercule Besson pour arrêter cette même route au village. Cependant, c'est à lui que s'adresse Maurice Besson pour obtenir la présence de soldats sur le plateau lors de la mobilisation, afin de combler les baisses de nuitées. L'autre conseiller d'Etat, Marcel Gard, radical, également propriétaire d'un chalet à Verbier, s'est engagé à plusieurs reprises pour soutenir l'essor de la station. Alors qu'il était encore président de Sierre, ce bourgeois de Bagnes, a joué le rôle de conseiller pour la SDV, fonction qu'il abandonne avec sa nomination au Conseil d'Etat en 1945. Tout autre est l'attitude du Dr Pierre Darbellay. Propriétaire d'un chalet à Clambin, il en fait bâtir un second à Mondzeu et s'associe avec Maurice Besson pour construire le Sport-Hôtel. Initiateur de l'Union valaisanne du tourisme (UVT), dont il devient le secrétaire, il est aux premières loges pour juger de l'évolution du tourisme. Ce n'est pas un hasard, si on le retrouve aux côtés de Maurice Besson pour créer la SDV, en marge de la création de l'UVT durant l'année 1937. Ce n'est pas un hasard non plus, si le conseiller national Armin Meili choisit Verbier pour imaginer sa station idéale. La SDV demande une aide de l'Office fédéral des transports en mai 1944, alors que cet office est justement chargé de diriger un recensement des potentialités touristiques de 31 grandes stations suisses. Darbellay appartient également au groupe des actionnaires de la Société des skilifts de Verbier. Et en 1949, lorsque le projet d'un télésiège jusqu'aux Ruinettes est relancé, on fait de nouveau appel à Darbellay «qui nous a déjà souvent sorti des gouilles». Darbellay participe donc doublement à cette croissance : en tant qu'investisseur privé, en tant que lien privilégié entre Verbier et les structures touristiques suisses et valaisannes.

Quelle a été l'attitude des autorités locales ? Deux personnes se démarquent : Léonce Gaillard et Hercule Besson. Le premier, secrétaire de la SDV, ancien conseiller communal (1917-1932), instituteur, soutient l'essor de la station et défend avec ferveur les intérêts des verbierains. Non sans humour, il n'hésite pas à exprimer des avis critiques. Sa pondération l'empêche de rejeter en bloc un projet comme le plan Meili. Hercule Besson ne peut conserver le recul ironique de Gaillard. Conseiller communal (1933-1944), il doit défendre les intérêts de sa section, mais il possède également une pension au village. Avec un bon sens de la prévision, il propose, le premier, dès 1934, un règlement des constructions. Son attitude sera plus ambiguë lors des discussions pour le prolongement de la route jusqu'au plateau. André Marcel, dans une de ses chroniques au Confédéré, l'accuse d'utiliser la promesse de réaliser ce projet routier à des fins électorales et d'en empêcher la réalisation pour des raisons privées. Impossible à démêler, cet imbroglio politique n'est que l'illustration de ces multiples connivences qui peuvent freiner temporairement une évolution.

Les touristes

Avant la Première Guerre mondiale, quelques rares documents donnent un aperçu des premiers clients. Seules les traces de skieurs ont été conservées, ce qui implique que nous ayons un échantillon formé essentiellement de citadins, originaires soit de la plaine du Rhône, soit du bassin lémanique. Dès 1925, la cabane Mont-Fort attire essentiellement des clubistes genevois. Les propriétaires de chalets se recrutent dans les professions libérales, proviennent encore une fois du bassin lémanique ou des villes valaisannes, Martigny ou Sion. Certains ont durablement marqué les mémoires : le Dr Pettavel, chirurgien neuchâtelois, avec son très beau chalet à la Tinta ; Brouty, vice-directeur de la bibliothèque nationale ; Tavernier, dentiste à Vevey. Selon le souvenir de plusieurs témoins, ils entretenaient d'étroites relations, «une mentalité vieille France». La pension Besson, outre l'habituel lot de professeurs, docteurs, ingénieurs, loge également des étudiants, des commerçants. Ils séjournent en moyenne une semaine, surtout en août. La clientèle étrangère est francophone, des Français surtout, et à la veille de la guerre une forte augmentation de Belges. La parahôtellerie devient le moteur de la station durant la guerre : les nuitées triplent entre 1939 et 1945, croissance essentiellement soutenue par la parahôtellerie qui s'explique par le désarroi des Genevois privés de leur terrain de jeu savoyard. La clientèle se modifie à partir des années 1950 : en 1952 la saison hivernale comptabilise plus de nuitées, dès 1956 la majorité des clients sont étrangers.

Les attitudes face au changement

Ce point a pour objectif d'étudier les arguments utilisés pour justifier ou combattre le changement, principalement les innovations techniques, les considérations morales surgissant plutôt après 1945.

Le changement était-il prévisible ?

Louis Courthion et Maurice Gabbud, les deux polémistes du début du siècle, saluent la majesté du paysage verbierain et, sans pour autant prévoir l'essor futur, soulignent son intérêt touristique. Pour les pétitionnaires de 1907, il ne fait aucun doute que la vallée de Bagnes sera encore plus visitée lorsque l'accès aux sites sera facilité, sous-entendu, lorsque une route reliera Le Châble à Verbier.

Il faut attendre la seconde moitié des années vingt, pour qu'on s'essaie à quelques prévisions. En 1927, le Conseil d'Etat, très intéressé puisqu'il défend la construction d'une route, affirme : «Les mayens de Verbier (...) ne tarderont pas à devenir un centre de villégiature, renommé tant par la beauté et la tranquillité de son site, que par ses vastes pentes neigeuses favorables aux amateurs de sports d'hiver.»¹² Les autorités communales ne s'engagent pas à faire un tel pronostic, elles n'en relèvent pas moins le développement de la région de Verbier (1929). Mais pour une décennie encore, Verbier est considérée comme une station en devenir : «Les Mayens de Verbier se transforment presque en une station touristique «(1934), «à l'état d'embryon «(1944). Le conseiller Besson annonce que le mouvement des constructions s'accélérera avec la route. Mais ce genre de prévisions n'engagent pas trop leurs auteurs.

Le coup de fouet du rapport Meili réveille les esprits. Meili lui-même parle d'un riche filon, d'une occasion exceptionnelle. La ruée peut commencer. Elle est d'abord verbale. Marcel Gard, alors membre de la commission technique de la SDV, est convaincu que la circulation sera intense dans une quinzaine d'années. La même année 1944, André Marcel se fait le porte-parole de l'opinion générale : «Tout le monde, au moins, devrait tomber d'accord sur un point : Verbier qui a déjà pris une grande extension jouira d'une renommée exceptionnelle après la guerre, au moment où se développera le tourisme.»¹³ Dès lors il n'est plus nécessaire de prévoir ce changement, puisqu'il suffit de le constater.

Le changement était-il désiré ?

Les enthousiastes

Les Verbierains désirent le progrès et, comme pour la majorité des Bagnards alors, le progrès passe par la route. «Elle (La Commission des travaux publics) est persuadée que ces oeuvres feront l'évolution grandiose de notre petite patrie. De ces routes, il sortira certainement des facilités de développement capables de donner à notre pittoresque vallée une impulsion nouvelle et de lui assurer la prospérité et la fortune (...).»¹⁴ En 1923, un article plein d'ironie rappelle l'attente des Verbierains, impatients d'être reliés au fond de la vallée. Lorsque l'expansion de l'industrie des chalets est évoquée en 1928, elle est qualifiée de réjouissante. La construction du télésiège des Ruinettes ne rencontre pas d'opposition. Le refuser apparaîtrait comme un frein au plein développement de la station. Au début des années 1960, certains hôteliers n'hésitent pas à clamer leur admiration devant ce phénomène : une station qui croît comme un champignon après la pluie.

Ce soutien au changement passe donc par une route longtemps désirée, une attitude positive face à l'immobilier, l'absence d'hésitation lors de la fondation de la société de remontées mécaniques et l'admiration devant la rapidité du changement. Lorsqu'il jette un regard rétrospectif sur l'oeuvre accomplie, ce mouvement d'opinion se scinde en deux tendances. La première accentue encore la part des louanges. Verbier est présentée comme «la perle de nos stations», Verbier devient un «miracle». «Verbier : il y a trente ans à peine, le pâturage était nu, la montagne vacante.»¹⁵ Pour souligner plus encore cet aspect miraculeux et bienfaisant du tourisme, le passé est réinterprété. Il est présenté comme une période d'extrêmes difficultés : «On se tuait à la tâche. C'est pourquoi la vie était dure.»¹⁶ Mais parmi ces laudateurs du changement, certains prennent conscience de lacunes. Il y a presque un constat d'échec lorsque le grand capitaine, Tissières, écrit en 1961 : «Verbier a perdu son charme tranquille, et comme toute médaille a ses revers, la spéculation y a sévi, y a fait ses ravages.»¹⁷ Dans ces mêmes rapports, on reconnaît avoir été dépassé dans le domaine de l'urbanisme. La théorie du «Saint Développement», comme l'a nommée un témoin, est remise en question au début des années 60 par ceux-là mêmes qui l'avaient le plus ardemment défendue un siècle plus tôt.

Les timorés

Un groupe d'indécis, de mitigés, se forme avant même la Seconde Guerre mondiale. Au début des années 30, les autorités cantonales et fédérales ne succombent pas à la ferveur qui pousse plusieurs restaurateurs à demander des patentes. Elles estiment que le plateau est suffisamment doté. Dans ses statuts, la SDV se fixe les buts attendus d'une société de développement : favoriser l'équipement sportif, attirer les étrangers, mais elle n'oublie pas d'en mentionner un troisième : éviter l'enlaidissement de la région. Durant les premières années de son existence, elle s'engage pour cette protection du site. Pour elle, le règlement des constructions doit servir à éviter les «profanations de nos lieux aimés», à empêcher les constructions d'un goût douteux. Elle se convertit sans hésitation à l'idée de développement rationnel défendue par Meili, elle n'ira pas cependant jusqu'à accepter son développement dirigé. En 1944, la menace est donc clairement définie. Avec l'essor, des années 50, ses membres qui parlent de sauvegarde du patrimoine ne reçoivent pas de soutien particulier.

Un certain malaise persiste malgré tout avec la multiplication des constructions. L'absence d'arbres sur le plateau est considérée comme une «faiblesse» touristique. En 1938, la SDV demande l'autorisation de planter quelques arbres à la Croix.¹⁸ Armin Meili estime que le reboisement partiel du plateau est «un élément essentiel» de son plan.¹⁹ La commission cantonale des constructions propose de recommander à chaque propriétaire de planter quelques arbres aux alentours du chalet. Le conseil communal approuve l'idée.²⁰ Les arbres semblent surtout servir à cacher les bâtiments ou du moins à donner un aspect plus «naturel».

Le nouveau règlement sur les constructions de 1960 fera de la plantation d'arbres d'ornement une obligation.

Les opposants

Dès les années 1930, paraissent plusieurs articles au sujet des menaces qui pèsent sur ces «vieilles choses». Avec «l'évolution extraordinaire» d'après-guerre, il est de plus en plus courant de dire que «le parfum du terroir» a été perdu, qu'il y a «une brèche dans la tradition». Les améliorations matérielles ont provoqué «une véritable révolution chez ces gens passant sans transition de la pauvreté à une prospérité inespérée.»²¹

La station est encore à ses débuts et une première voix fait entendre ses plaintes. En 1929, Edmond Troillet, juge, publie dans le *Nouvelliste* «Ces beautés ne sont pas pour toi touriste vagabond. Tu aimes faire vite. Les paysages changeants t'attirent, le tumulte des hôtels de montagnes te plaît. (...) Laisse Verbier, son plateau, ses chalets aux doux rêveurs, aux poètes, à ceux qui ont besoin de calme et d'air pur et qui veulent tirer de leur séjour là-haut, non seulement un bénéfice physique mais un bénéfice moral. Laisse leur goûter le silence de la nuit et la paix immense, sans infinies bornes qui le soir dans la montagne, majestueusement monte vers les myriades d'astres, et l'aube divine qui se lève dans un frisson irisé d'opale.»²²

On peut noter au passage qu'Edmond Troillet est le beau-frère de Maurice Boven, constructeur de la pension Mont-Fort. Dans cette lignée des défenseurs d'un paysage, d'un cadre de vie particulier, on trouve surtout des clubistes, notamment les membres de la section Jaman. Ils avaient marqué leur étonnement face au plan Meili. Leur opposition se radicalise avec la croissance des années 1950. Si les bulletins de la section Jaman restent prudents, les procès-verbaux de leurs assemblées laissent éclater l'indignation : ainsi en mars 1961, parlant de l'extension des remontées mécaniques, on marque sa désapprobation par l'ironie : «Notre cabane Mont-Fort risque fort d'être touchée par ce stade «hautement civilisé»; en juin 1962, l'attaque se précise : «M. Perrin, jeune Valaisan, (...) déclare que ceux-ci (les Valaisans) ne comprennent pas les raisons pour lesquelles la majorité des clubistes luttent contre l'exploitation mécanique de la haute montagne, cette dernière étant placée selon eux au simple niveau d'un terrain à faire fructifier à tout prix.»²³ Les membres de la section Jaman expriment leur volonté de rendre publique leur réaction. Cette année-là le cas n'est pas isolé, aussi bien le comité central du CAS que la section des Diablerets accusent l'entreprise verbieraine «d'asservir la montagne à des fins purement matérielles.» L'offensive se poursuit l'année suivante en cherchant à décréter des «zones réservées». Les propos se font toujours plus vifs: «un village comme Verbier qui vivait entièrement de l'élevage il y a cinquante ans a subi une révolution du fait des sports d'hiver, par la ruée en masse de skieurs appâtés par le slogan «Tout un peuple à skis». L'affairisme aidant, les «à-côtés du sport» ne tardèrent pas à prendre pied avec tout ce que cela comporte d'exploitation de la sottise humaine. C'est ainsi que Verbier est devenue une «très vivante» station de sports d'hiver.»²⁴ Le Heimatschutz condamne également cette croissance incontrôlée.

Le tourisme n'est pas seulement condamné pour son atteinte au paysage, au cadre architectural, mais aussi en raison du danger qu'il fait peser sur l'âme des indigènes. Jusqu'à la fin des années 1940, les vices les plus combattus par le curé sont l'alcoolisme et la fainéantise. Avec Mauvoisin, puis Verbier, les nouveaux dangers sont rapidement découverts : le fléchissement de la foi, un sens moral émoussé chez les jeunes, la rage de gagner de l'argent en profitant d'autrui. «L'année 1951 a coïncidé avec ce grand développement économique de notre vallée et j'ai peur que nous soyons fascinés par le bien-être qui nous vient brusquement.»²⁵ Les craintes d'une influence néfaste de cet enrichissement sur le montagnard atteignent aussi bien le curé, que l'observateur étranger²⁶, le chef d'entreprise²⁷ ou l'autorité politique²⁸. Cette surabondance d'activités effraie ces personnes qui cependant en admettent la

nécessité pour améliorer le bien-être de la population. Dans l'ensemble, ce chamboulement semble désorienter la population, partagée devant ce «mal nécessaire».

Dans ces forces qui s'opposent au changement, on peut également classer ceux qui refusent de le voir. Durant la première moitié de ce siècle, Verbier sera toujours présentée comme ce «splendide vallon», «cirque grandiose» ou «amphithéâtre» recouvert de centaines de chalets. A lire de nombreuses descriptions, ce site respire le calme, le repos, l'harmonie avec la nature. Ce qui surprend, c'est que cette vision inspire encore des auteurs des années 1950, alors que les constructions se multiplient.

L'étude de l'histoire verbieraine invite à nuancer l'opposition caricaturale entre «le Vieux Pays» et le Valais moderne. La conception d'un pays traditionnel est justement renforcée par le développement, elle est une réponse aux interrogations provoquées par un changement considéré comme trop rapide. Cette accélération des années 1950 a également relégué dans l'oubli tout le travail de modernisation accompli durant les années 1930, notamment dans la remise en cause de structures traditionnelles (sections, consortages). La part de continuité est donc importante, en particulier parmi les acteurs du monde touristique. C'est semble-t-il durant les années 1960 que le développement verbierain échappe de plus en plus aux initiatives locales.

NOTES

¹Cet article reprend les résultats d'un travail de licence en histoire : Verbier, tourisme et mutation. 1930-1960, éditions Faim de siècle, Fribourg, 1998.

²Hagmann Hermann-Michel et Menthonnex Jacques, «Eléments de démographie alpine», dans Revue d'histoire suisse.

³Résultats de l'enquête effectuée dans quelques communes types des Alpes suisses, 1928.

⁴Claudine Sauvain, «Les isolats alpins ont-ils existé? Réflexion à partir de 250 ans d'histoire généalogique d'une vallée valaisanne», dans Approche pluridisciplinaire des isolats humains, INED, Paris, 1991, p. 307.

⁵Recensements fédéraux.

⁶Rachat des mayens supérieurs par les consortages d'alpage afin d'étendre la durée de l'estivage.

⁷Mini-coopératives réunissent les propriétaires de terrains pour construire et gérer le système d'irrigation, les propriétaires de bétail pour organiser la laiterie, pour s'occuper du village.

⁸ACBg, Commission des travaux publics, 25 mars 1926.

⁹ACBg, Commission des travaux publics, 1929.

¹⁰Troillet Edmond, Portrait de Bagnes. Esquisse, Monthey, 1940, p. 7-8.

¹¹Rapport de gestion du Télésiège de Médran, 1952, p. 6.

¹²AEV, Protocoles du Grand Conseil, novembre 1926, annexe 16.

¹³Confédéré, 10 juillet 1944.

¹⁴ACBg, Commission des travaux publics, 1929.

- ¹⁵Mériaudeau Robert, «Les stations de sports d'hiver en Suisse, en Autriche et en Allemagne : rôle de la publicité et des moyens de transports.» in Rev. de Géo. alp., 1963, p.677.
- ¹⁶Maret Albert et Michaud Camille, op.cit.,1961.
- ¹⁷Rapport de gestion du Télésiège de Médran, 1961.
- ¹⁸Procès-verbaux de la SDV, 6 oct. 1938.
- ¹⁹Meili Armin, Assainissement technique d'hôtels et de stations touristiques. Rapport final, p.200.
- ²⁰ACBg, Procès-verbaux du conseil communal, 2 déc. 1948.
- ²¹Joseph Moulin, conseiller aux Etats, interview dans Nouvelle revue de Lausanne, 1956.
- ²²Troillet Edmond, «Les Mayens de Verbier Bagnes «dans Le Nouvelliste, 16 juillet 1929.
- ²³Procès-verbaux, section Jaman, juin 1962.
- ²⁴Rapport de gestion du Télésiège de Médran, 1963.
- ²⁵idem, janv. 1952.
- ²⁶Dumur Jean, «A l'enseigne de l'Amérique. Verbier, un village-champignon», dans Gazette de Lausanne, 23 mai 1954, No 120.
- ²⁷Rapport de gestion du Télésiège de Médran, 1961, p. 3 «Il est bien vrai qu'un tel bouleversement, qu'une telle transformation du mode de vie de nos populations ne se fera pas sans peine, ne se fera pas sans qu'elles courent des risques, particulièrement dans le domaine de la morale.»
- ²⁸Albert Maret, interview dans Journal de Verbier, p. 10 :»Si nous transformons trop rapidement notre économie actuelle en une économie touristique, nous devons aussi accepter (...) un certain désarroi moral.»

L'ÉCOLE LIBRE DE BAGNES 1900-1943

Sandra Deslarzes-May

Historienne, enseignante, Prarreyer

I. Introduction

1. Définition

L'école libre de Bagnes est une école qui exerça son activité dans la commune de Bagnes, plus précisément dans le village du Châble puis de Villette de 1900 à 1943 et qui eut comme particularité de renoncer à l'enseignement religieux, à un moment où celui-ci occupait une place capitale dans les programmes de l'enseignement primaire.

Les raisons qui m'ont poussée à traiter ce sujet sont de divers ordres et je me contenterai de les énumérer brièvement: Ce sujet d'histoire locale n'avait jamais été abordé auparavant, si ce n'est de manière très succincte; un foisonnement d'implications politiques et idéologiques sous-tendait cette expérience tant au niveau régional qu'international; la laïcité de l'enseignement est aujourd'hui encore un sujet d'actualité; ce travail est à inscrire dans un contexte plus général de l'histoire des idées en Valais au tournant du siècle, histoire encore peu écrite; mes origines bagnardes ainsi qu'un lien familial personnel avec l'école libre me prédisposaient donc pour cette recherche.

Je vous présenterai brièvement les sources à disposition pour ce sujet, je ferai une courte présentation de la commune de Bagnes et donnerai un aperçu de l'école valaisanne à la fin du XIX^{ème} siècle, puis j'évoquerai l'histoire de cet établissement de sa création à sa fermeture en passant par l'intervention et le rôle de la franc-maçonnerie. J'évoquerai aussi le fonctionnement de l'école libre et pour finir je soulèverai quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi un tel établissement a pu voir le jour et quelles ont été ses répercussions sur la communauté bagnarde.

2. Sources

Je ne vais pas ici faire l'inventaire des sources à disposition, mais plutôt évoquer leur nature ainsi que quelques lacunes qui ont influencé l'orientation des recherches.

Les sources écrites sont essentiellement constituées du fonds Maurice Charvoz déposé aux Archives cantonales et inventorié par André Donnet en 1977. Cette source est capitale et dépasse largement le cadre de l'école libre. Elle pourrait être très précieuse à quelqu'un qui analyserait l'histoire des idées en Valais au tournant du siècle, car Maurice Charvoz, né à Villette -Bagnes en 1865, s'il fut le créateur de l'école libre, était aussi un franc-maçon, libre penseur, athée. Du côté des sources officielles, on trouve celles du DIP et les protocoles des assemblées du conseil communal. A ma grande surprise, j'ai retrouvé lors de mes recherches encore quatre enseignants de l'école libre en vie. Leurs récits ajoutés à celui des anciens élèves interrogés ont constitué les sources orales. Quelques photographies de classe, au nombre de 7, ont également servi le travail.

En ce qui concerne les lacunes, on peut malheureusement déplorer le fait que la famille de l'instituteur unique de 1900 à 1927 ne semble posséder aujourd'hui plus aucun document relatif à son ancêtre. Cela signifie qu'Alphonse Michaud n'occupe pas, dans mon mémoire, la place qui lui convient. De même on peut regretter que les témoignages oraux soient relégués au second plan.

II. Contexte général

1. Présentation de la commune de Bagnes

La commune de Bagnes fait partie du district d'Entremont et, comme celui-ci au cours de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, sa population est en nette diminution, passant de 4303 habitants en 1888 à 3601 en 1940. Frappé par l'émigration outre-mer et l'absence de renouvellement de l'économie, le grand district devient tout à fait mineur et il faudra attendre les années 50 pour que le dépeuplement cesse.

L'économie de la vallée de Bagnes repose essentiellement sur le secteur primaire qui est une économie alpestre mixte: élevage et culture, essentiellement céréalière. Au cours de notre période d'analyse, le monde agricole évolue peu et il occupe le 73,5% de la population active en 1920 et encore le 67% en 1950. Le secteur secondaire se limite à de l'artisanat local lié aux travaux agricoles (maréchal - tanneur - forgeron - etc). C'est un secteur très peu important au cours de la période qui nous intéresse; il occupe le 5% de la population active en 1870, le 14 % en 1920 puis le 20% pendant la décennie 1940-1950. Le secteur tertiaire n'occupe en 1920 que 6% de la population active.

2. Aperçu de l'école valaisanne

L'école libre est un établissement de type primaire au sens de la loi de 1874, c'est-à-dire accueillant des enfants de 7 à 15 ans. Il y a sur le territoire de la commune de Bagnes, de 1900 à 1943, en moyenne par année 22 classes primaires officielles et un établissement moyen que l'on nomme usuellement Grande Ecole et collège de Bagnes, comprenant 1 à 2 classes et n'acceptant que des élèves sachant déjà lire et écrire.

Comme il est d'usage à cette époque, l'enseignement dispensé dans les établissements scolaires valaisans est fortement religieux, on n'aura pour le prouver qu'à consulter les programmes d'enseignement de 1874 et de 1910 qui placent tous deux la religion en tête des priorités.

Comme l'a démontré Pierre-Alain Aymon dans son travail *Formation, vie et destinée des instituteurs du Valais romand (1846-1909)*, on peut considérer que le régent de l'époque est le bras droit du curé, effectuant en classe auprès des élèves la même tâche que le curé en chaire, persuadé de la mission civilisatrice et religieuse de l'école.

L'état lamentable de l'instruction publique valaisanne attestée par le biais des examens de recrues à la fin du siècle dernier, le bas salaire et le manque de formation des instituteurs donneront naissance en 1897 à Martigny à une société dissidente, la société des instituteurs du Valais romand. Elle subit aussitôt les calomnies de la presse et la Société valaisanne

d'éducation interdit aux maîtres de prendre part aux assemblées de la SIVR. Face à l'hostilité cantonale grandissante, la SIVR adhère à la société pédagogique de la Suisse romande regroupant Fribourg, Neuchâtel, Vaud et Genève. Par cette adhésion, la SIVR ébranle un des piliers de l'éducation valaisanne, la religion catholique et ses membres seront accusés de désintégrer le catholicisme.

En conclusion, on peut dire que le conservatisme étroit du milieu enseignant n'a pas toujours été bien vécu par les enseignants eux-mêmes. Ceux-ci ont tenté de prendre des distances face au pouvoir en place et se sont parfois appuyés sur la constitution fédérale de 1874 et ses articles 27 et 49 qui affirment le droit à des adhérents de toutes confessions de pouvoir fréquenter l'école sans avoir à en souffrir. C'est sur ces deux articles que les fondateurs de l'école libre légitimeront leur établissement.

III. Historique de l'École libre

1. Création

Alphonse Michaud est instituteur depuis 1897 au Collège de Bagnes, établissement de type moyen n'acceptant que des élèves sachant déjà lire et écrire. Cette école dispense un enseignement fortement religieux, comme nous l'indique le règlement de 1890. Le directeur de l'établissement est un chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice, Adrien Martinet. Le conflit entre les deux ne tarde pas à éclore, surtout depuis que certains parents, au moins deux familles, demandent pour leurs enfants l'exemption des cours de religion, dispense prévue par la loi scolaire valaisanne de 1874, afin d'être en accord avec la Constitution fédérale. Ces parents reçoivent l'appui d'Alphonse Michaud dans leur démarche. En décembre 1899, un des élèves en question est renvoyé de l'établissement; Michaud, dans une lettre postérieure aux événements et adressée à la franc-maçonnerie, dit se sentir de plus en plus à l'étroit dans cette profession: il quitte de son plein gré l'enseignement à la fin de l'année scolaire 1899/1900. Pour le cours scolaire 1900/1901, le chanoine Martinet est remplacé par le chanoine Luy et Alphonse Michaud par Edouard Carron et Alfred Vaudan. Simultanément s'ouvre dans une salle du café de Justin Deslarzes au Châble une classe avec Alphonse Michaud comme enseignant. Il y a 27 élèves (23 garçons et 4 filles) provenant du Châble - Villette et Verbier: c'est le début de l'école libre. Ce nombre important d'élèves dès la première année pourrait accréditer la thèse du renvoi du collège de Bagnes des élèves appartenant aux familles libérales-radicales, thèse non vérifiée faute de sources. Les initiateurs de ce qui s'appellera, après quelques hésitations du DIP, l'école libre, (le registre des inspecteurs parlent d'école athée ou une autre année d'école sans Dieu) sont Alphonse Michaud, Maurice Charvoz commerçant franc-maçon libre-penseur et certaines familles libérales-radicales telles que les Oreiller et Perrodin.

2. La franc-maçonnerie

Nous ne possédons que peu de sources concernant les premières années de vie de l'école libre. On sait qu'elle vit de fonds privés, des écolages et de dons. On peut imaginer son existence comme très précaire. Dès 1905, la franc-maçonnerie intervient financièrement et assure désormais l'avenir de l'établissement. Les raisons qui ont pu motiver la franc-maçonnerie dans le soutien de l'école libre sont diverses. Charvoz, l'initiateur principal est lui-même

franc-maçon depuis 1899. Il a rencontré plusieurs fois le grand maître de la loge Alpina et l'a intéressé à son oeuvre. De plus, sans entrer dans une analyse fouillée de la maçonnerie du siècle dernier, on sait que certaines des ses loges sont nettement anticléricales. De plus, de nombreux radicaux valaisans se sont tournés vers elle, justement dans le but d'affirmer leur anticléricalisme. L'objectif avoué des fondateurs de l'école libre étant de libérer les futures générations de ce qu'ils considèrent comme une tutelle religieuse, la franc-maçonnerie trouve, en soutenant ce projet, la concrétisation d'une de ses préoccupations: être un contre-poids au clergé.

Assez rapidement des conflits éclatent entre la maçonnerie et Maurice Charvoz, portant sur la gestion financière de l'école. Ces conflits aboutissent à la démission de Charvoz de ses responsabilités au sein de l'école et à la création en 1916 d'une «société pour l'instruction laïque du Châble», présidée par Auguste Sauthier. Alpina, la revue franc-maçonne, deviendra dès lors l'organe officiel de la société et celle-ci sera gérée entièrement par des franc-maçons. En 1927 un nouveau bâtiment est construit - l'actuel bâtiment appartenant à la société de musique radicale l'Avenir (en entrant dans la commune, près du pont du Châble à gauche) et une nouvelle société remplace la précédente, «la société pour l'école libre du Châble», faisant de la Grande Loge suisse Alpina le maître de l'établissement.

3. La fermeture

En 1941 déjà, une commission franc-maçonne étudie la liquidation de l'école libre. Les raisons probables sont la guerre et le manque de moyens financiers, le fait aussi que l'anticléricalisme ne soit plus le cheval de bataille de la franc-maçonnerie; depuis 1927, tous les enseignants sont extérieurs au canton, à cela s'ajoute le fait que certaines familles radicales bagnardes ont pris leur distance depuis quelques années en n'envoyant plus leurs enfants à l'école libre, preuve d'un certain désintérêt. On imagine aussi qu'en 50 ans les esprits ont changé, ils sont moins enclins à la polémique et le clivage radical-conservateur est moins marqué. De plus, la Grande Ecole et Collège de Bagnes, restructurée, correspond mieux aux besoins de la population. La franc-maçonnerie s'en sort par une pirouette: Elle cesse toute contribution financière en faveur de l'établissement et admet que les anciens élèves, désormais adultes, sont capables de poursuivre seuls l'oeuvre, souhait tout à fait irréalisable en pleine guerre, dans un milieu essentiellement paysan, alors que l'établissement a été porté à bout de bras par la maçonnerie depuis 1916, celle-ci épongeant tous les déficits.

IV. Fonctionnement

1. Les enseignants

Alphonse Michaud est enseignant unique de 1900 à 1927. Il engage deux auxiliaires de 1909 à 1913 et l'école dédouble ses classes. Il s'agit d'Emile Troillet de Lourtier, instituteur et Maurice Gabbud, de Lourtier aussi, et futur rédacteur en chef du Confédéré. Celles-ci sont cependant fermées sur ordre du DIP car Maurice Gabbud ne possède pas d'autorisation d'exercer. Les autres auxiliaires engagés de 1919 à 1925 ne seront que des employés à temps partiel et il n'y aura plus de dédoublement de classes jusqu'à l'arrêt de Michaud.

Dès 1927, avec l'inauguration du nouveau bâtiment, Alphonse Michaud prend sa retraite et un couple de retraités vaudois du nom de Ramuz, de Grandvaux lui succède. Les classes sont dès lors réparties en division inférieure et supérieure. Puis se succéderont toute une dynastie de jeunes enseignants neuchâtelois frais émoulu de l'école normale de leur canton et sans travail, arrivant à Bagnes par le biais du bouche à oreille, ne restant généralement que quelques années avant de retourner au pays lorsqu'une place se libère.

On peut légitimement se demander pourquoi les enseignants, depuis 1927, ne sont plus Valaisans. Voici quelques hypothèses: A partir de 1927, c'est-à-dire de la construction du nouveau bâtiment et de la création de la «société pour l'école libre du Châble», le contrôle de l'école échappe de plus en plus aux Bagnards. Si le coordinateur sur place est Théophile Gard, tous les autres responsables viennent de Genève (Charles Raymond) ou de Vaud (David Byrd). On peut imaginer que ceux-ci n'ont pas le souci ou ne voient pas forcément l'intérêt d'une relève valaisanne. De plus quel enseignant valaisan sorti de l'école normale, avec tout ce que cela implique du point de vue moral et religieux, aurait accepté un tel poste? et si tel avait été le cas, une fois l'école libre quittée, quel aurait été son avenir professionnel?

2. Les élèves

L'école sera fréquentée en moyenne par trente élèves, avec des effectifs variables allant de 24 élèves au point le 'plus bas en 1904 avant l'intervention de la franc-maçonnerie à 62 élèves en 1910, lors du dédoublement, au point le plus haut. Une autre baisse des effectifs a lieu en 1926, elle correspond à la dernière année d'enseignement d'Alphonse Michaud. Dès 1927, les effectifs varient entre 40 et 50 élèves, mais il faut prendre en compte qu'à partir de cette date il y a deux classes chaque année. L'école se fermera avec une quarantaine d'élèves.

Au début de l'école libre, peu de filles fréquentent l'école. Elles ne représentent même que le 15% des effectifs en 1900. Cependant, cette proportion progressera toujours de manière croissante. Dès 1917 environ la moitié de la classe est composée de filles. Les raisons sont certainement multiples: la mixité de l'école retient certains parents, surtout que Châble et Villette, les grands villages recruteurs d'élèves pour l'école libre n'ont pas d'école mixte, car ils sont suffisamment peuplés. Cela peut également être l'occasion dans certaines familles de ménager la chèvre et le chou en envoyant les garçons à l'école libre et les filles à l'école publique, la nécessité de former des filles au sens moral et civique entendu par l'école libre n'étant pas vécue comme nécessaire par tous les parents.

Avec une moyenne annuelle de 30 élèves, l'école libre peut, d'un point de vue des effectifs, s'assimiler à une classe traditionnelle. Elle n'est ni sous- ni sur-fréquentée, ce qui semble logique puisque le nombre moyen d'élèves est fixé aussi par des paramètres tels que le volume de la salle de classe et le fait que Michaud est généralement seul à y enseigner.

Les élèves proviennent principalement des villages de Châble et Villette, pour des raisons évidentes de géographie, mais aussi parce que ce sont dans ces villages que l'on dénombre le plus de familles radicales, pour preuve l'analyse des résultats aux élections communales de 1909 à 1981 où le village de Villette fournira la proportion la plus importante de conseillers radicaux de toute la commune. Cependant on dénombre aussi des élèves de villages plus éloignés tels que Montagnier, Versegères, Champsec, Lourtier, Bruson, Fontenelle, ou Verbier. Il y aura aussi quelques élèves de l'extérieur de la commune, comme Sembrancher, Le Levron, Charrat, Martigny ou Vétroz, mais ceci restera un phénomène tout à fait marginal

malheureusement non chiffrable, vu l'absence de sources faisant état du nombre et de la provenance des élèves.

3. Salaires et ressources

En comparaison avec ce qui se pratique dans la fonction publique, pendant les premières années d'existence, l'enseignant de l'école libre est moins bien payé que dans les écoles primaires officielles, puisqu'un arrêté de 1902 prévoit un salaire de 540.- pour un instituteur, porteur d'un brevet définitif, pour 6 mois d'enseignement et que Michaud touche fr. 500.- environ. Par contre, dès l'intervention financière de la franc-maçonnerie en 1905, Michaud, puis ses successeurs, seront mieux payés. Pour exemple les années 1910 et 1919 où le salaire de Michaud est de fr. 1500.- et ceux des enseignants valaisans respectivement de fr. 720.- et fr. 1200.-.

Les ressources de l'école sont diverses. Puisqu'elle est «libre», c'est-à-dire privée, elle ne reçoit aucune contribution communale ou cantonale. Les parents des élèves, par le biais d'écolages s'élevant de fr. 10.- à fr. 20.- selon les années, contribuent à alimenter la caisse. A partir de la création de la «Société pour l'instruction laïque du Châble» en 1916, tous les membres de la société, environ une centaine, paient une cotisation annuelle de fr. 2.-. La source principale de revenus de l'école demeure cependant les subventions de la GLSA (Grande Loge Suisse Alpina) qui couvrent annuellement tous les déficits de l'établissement.

V. Analyse

Il serait beaucoup trop long et ambitieux de vouloir ici expliquer les raisons de la création de l'école libre ainsi que ses répercussions. Il faudra se contenter d'esquisser quelques pistes de réflexion

1. Le contexte général

L'école libre, si elle est une expérience unique en Valais, est indissociable des événements qui ont agité la Suisse et l'Europe durant le XIX^{ème} siècle. Le mouvement radical de 1848, nettement anticlérical aura des répercussions à Bagnes, puisque dans cette commune on dénombre passablement de membres de la jeune Suisse. De plus, lors de la révision de la constitution fédérale en 1874, une discussion très délicate est celle de la laïcité de l'enseignement. Si l'idée d'une école obligatoire et gratuite est admise par la plupart, c'est la laïcité de l'école qui pose le plus de problèmes aux conseillers nationaux. La plupart des orateurs se prononcent en faveur d'une école non confessionnelle, les plus grandes controverses règnent cependant, en outre dans le fait que les ecclésiastiques ne doivent pas être des membres-nés des autorités scolaires. Il s'agit d'un débat sensible auquel le Valais n'échappe pas. C'est aussi en France, en 1882, la naissance de l'école de Jules Ferry, célébrant l'idéal républicain de l'école gratuite et laïque. Pendant la même époque, un certain nombre d'écoles «libres», c'est-à-dire privées et en marge de l'Etat voient le jour en Suisse romande: Il s'agit de «L'école libre du dimanche» créée à Lausanne en 1905, école laïque qui veut contrebalancer l'influence de la religion et est destinée aux enfants d'ouvriers. Celle-ci donnera naissance en 1910 à «l'école Ferrer» à Lausanne, école mixte, laïque destinée aux

enfants d'ouvriers, du nom de Francisco Ferrer, libre-penseur espagnol et créateur en 1901 dans son pays d'une école laïque, antithèse de l'école espagnole d'alors.

2. Contexte régional

Même si le contexte général qui vient d'être évoqué montre les préoccupations de la Suisse et de quelques pays européens en matière scolaire en cette fin du XIX^{ème} siècle, il est légitime de se demander pourquoi, dans une vallée latérale du Valais, au tout début de ce siècle, une école laïque a pu naître ? Il faudrait plus d'un paragraphe pour répondre à cette question... Voici cependant une ébauche de réponse.

La pauvreté des villages du bas de la vallée constatée par Daniel Salamin dans son ouvrage *Pauvreté et assistance en Valais au XIX^{ème} siècle: le cas de la commune de Bagnes* a pu certainement permettre à ses habitants d'accueillir avec plus de ferveur le discours du progrès véhiculé par les radicaux, souvent anticléricaux, dans la lignée de 1848.

De plus, il faut ajouter que l'histoire de Bagnes est inséparable de celle de l'abbaye de Saint-Maurice depuis le XII^{ème} siècle. La population tentera à plusieurs reprises de secouer le joug d'une tutelle considérée comme écrasante. Même si à l'époque qui nous concerne l'Eglise n'exerce plus de pouvoir temporel sur la vallée, sa présence est tout de même lourdement ressentie. A une époque où instruction publique, religion et politique forment un tout, on constate que le climat de suspicion et d'intolérance mutuelle entre conservateurs et radicaux imprégnera toute la fin du XIX^{ème} siècle. En décembre 1868, un conservateur de Champsec, Deurin, est tué par des radicaux, juste avant les élections, les esprits ayant été échauffés par un virulent discours en chaire du prêtre de la paroisse. Celui-ci a dû fuir la commune le lendemain, par peur des représailles. Baignant dans un climat d'extrémisme et de fanatisme, l'intransigeance des uns répond à l'intransigeance des autres. A l'époque de la création de l'école libre, le curé de la paroisse est Xavier de Cocatrix, membre du conseil de l'instruction publique, membre de la commission scolaire régionale, examinateur pour le Valais aux examens de recrues; il n'est pas perçu par les Bagnards comme un homme de grande tolérance. Fort en gueule, faisant de la politique en chaire, il rentrera en conflit avec de nombreux citoyens, même pratiquants et devra se faire rappeler à l'ordre par le Conseil Communal, car il refuse de sonner les cloches lors de l'enterrement civil d'Auguste Filliez, prétextant que celles-ci sont propriété paroissiale et que Filliez est mort sans régulariser sa situation d'homme marié uniquement civilement.

Par le biais de certains esprits, comme Maurice Charvoz, le vent de l'athéisme se met à souffler dans cette vallée, preuve en est la statistique fédérale au sujet des confessions qui fait état de 164 personnes sans confession en 1900, ce qui représente le 90,6% des gens sans confession en Entremont et le 74,9% du Valais. Cependant, ces 164 habitants se déclarant «sans confession» en 1900 ne représentent que le 4% de la population locale. Il faudra attendre 1910 pour obtenir la plus forte proportion de sans confession avec 8,6% de la population. La notion de sans confession est bien présente à Bagnes dès la fin du siècle passé et cette commune, sauf en 1920 où on constate un recul au profit de Sembrancher 33,6%, (Vollèges 7,9%, Orsières 6,3 %, Liddes 3,2%, Bourg Saint Pierre 0,6%) demeure la plus marquée de tout l'Entremont par cette notion. Au point de vue cantonal, elle occupe largement la majorité des sans confession en 1900 avec 74,9%, et en 1888 et 1910, elle occupe tout de même plus du tiers de la proportion cantonale. Dès 1930, la statistique fera apparaître le nombre d'étrangers sans confession, ce qui permet de rétablir des chiffres plus corrects. Toutefois

cette proportion d'étrangers sans confession n'atteindra jamais, pour tout le canton plus de 77 personnes en 1960, ce qui est donc tout à fait négligeable; les gens s'avouant sans confession sont donc encore largement des autochtones.

3. Répercussions dans la communauté

Il s'agit d'un sujet sensible, difficile à évaluer de manière scientifique, mais nous pouvons quand même essayer de tirer quelques conclusions sur ce sujet.

Par le refus de parler aujourd'hui encore de l'école libre venant de certaines personnes interrogées, on sent le désir d'effacer un pan de l'histoire ou en tout cas celui de ne pas revenir en arrière et ressasser des histoires que l'on voudrait considérer comme classées. Aucune personne interrogée n'a nié le sentiment de marginalisation pour eux-mêmes ou pour leurs enfants par la fréquentation de l'école libre, sentiment d'autant plus fortement ressenti par les élèves provenant de villages envoyant peu d'élèves à l'école libre.

De même on peut se demander pourquoi on retrouve si peu d'anciens élèves de l'école libre dans les établissements secondaires valaisans? Pourquoi ceux ayant poursuivi des études l'ont-ils fait sur sol vaudois? Pourquoi peu d'anciens élèves dans les postes officiels valaisans? C'est certainement là la marque d'une autre forme de marginalisation.

Mis à part les brouilles internes au parti radical entre Charvoz, Gard et Oreiller qui ont débouché sur la séparation entre libéraux-progressistes et radicaux en 1913, il est très difficile d'estimer les répercussions réelles de l'école libre sur la vie politique de Bagnes. Nous pouvons cependant noter qu'en 1909, lors des premières élections du conseil communal au système proportionnel, les radicaux obtiennent 5 sièges sur 15 et que cette proportion sera gardée pour les législatures suivantes, oscillant entre 4 et 5 conseillers. Nous avons vu que la représentation par village des conseillers radicaux coïncide avec la provenance des élèves, mais il est très difficile d'aller plus loin dans ce sens et de dire comment précisément l'école libre a joué un rôle politique.

Une répercussion non mesurable, mais qui mérite cependant d'être signalée est celle sur la vie quotidienne. En effet, dès 1900, on assiste à Bagnes à un certain nombre de naissances, mariages et enterrements célébrés uniquement civilement. Si l'on croit Anna Troillet-Boven, c'est en 1901 qu'eut lieu le premier enterrement civil, celui d'Auguste Filliez. Ceci ne se passa pas sans mal, comme on l'a déjà évoqué, puisqu'il fallut que le curé de Cocatrix soit rappelé à l'ordre, soi-disant par le Conseil fédéral, avec certitude par le Conseil communal, car il refusait de sonner les cloches, prétextant que celles-ci étaient propriété paroissiale, que Filliez n'était marié que civilement et qu'il était mort sans régulariser sa situation. On voit donc qu'avant 1900 des mariages qu'aucun prêtre ne bénissait avaient déjà lieu. Les enfants issus de ces unions n'étaient en principe pas tenus sur les fonts baptismaux. Nous n'avons pas pu chiffrer, faute de temps et de moyens, mais cette étude resterait à faire, le nombre d'enterrements civils qui eurent lieu à Bagnes pendant cette époque. Le fonds Maurice Charvoz contient un certain nombre de discours prononcés lors d'enterrements civils, évoquant le passage sur terre du mort, ses tribulations et profitant de l'occasion pour rappeler certains thèmes chers à la Libre Pensée. Alphonse Michaud en 1933 et Maurice Charvoz en 1954 eurent tous deux des enterrements civils et furent incinérés.

VI. Conclusion

L'école libre a marqué l'histoire bagnarde durant la première moitié du XX^{ème} siècle, certainement même au-delà. Elle a en effet laissé dans les esprits et les coeurs des traces indélébiles. Chez les anciens élèves se mêlent à la fois la fierté de l'avoir fréquentée à la difficulté d'assumer une différence étalée au grand jour. Avoir suivi l'école libre, c'était, pour certains, être marqué au fer rouge. A de l'incompréhension ou du dédain ont du parfois faire face ces anciens élèves devenus adultes. Aujourd'hui que les querelles politico-religieuses se sont tassées, il est un climat que nous ne saisissons pas toujours bien. L'indifférence et la tiédeur des citoyens de cette fin du XX^{ème} siècle ne permettent pas forcément de comprendre quels ont été les enjeux gravitant autour de l'école libre et de ses élèves.

Par cette analyse, nous avons essayé de restituer le climat et le contexte de l'époque où religion, école et politique formaient un tout et tenté de démontrer pourquoi une expérience aussi originale que l'Ecole libre a pu naître et se développer à Bagnes. Il va de soi qu'il est impossible de mesurer et d'évaluer à leur juste valeur tous les paramètres ayant contribué à l'éclosion de cette expérience d'enseignement laïque. En effet, les facteurs d'ordre régional ainsi que des données plus globales se recourent et servent de fondement inextricable à l'école libre.

Cette expérience, pour le moins originale, est intéressante à plusieurs titres. Aucune étude sérieuse n'a été effectuée sur le sujet jusqu'à ce jour. C'est pourquoi le présent travail s'est efforcé d'en dresser un portrait: le premier, mais espérons-le, pas le seul; nous nous sommes plutôt limités à une description de l'établissement en tentant quelques explications quant au contexte et aux raisons d'être de l'école libre. Cependant nous avons dû laisser de côté tout ce qui touchait aux élèves venant de l'extérieur de la commune, ainsi que l'histoire de l'école libre de Charrat. De plus, ce travail ne laisse certainement pas assez de place aux témoignages oraux.

Tout un pan de l'histoire des idées du Valais au tournant du siècle reste à écrire, et cette histoire pourrait et devrait tenir compte de l'originale expérience de l'école libre. Cet établissement n'est pas sans intérêt aujourd'hui encore car il a essayé, comme l'école Ferrer de Lausanne, de proposer une alternative à l'école officielle d'alors. D'autre part, le problème posé par l'école libre de Bagnes, qui est celui de la laïcité de l'enseignement est toujours d'actualité en Valais. La religion fait toujours partie intégrante du programme scolaire des écoles primaires à raison de 90 minutes par semaine, de la troisième à la sixième primaire. A l'heure où les classes sont fréquentées par des élèves de confessions très diverses, il est légitime de se demander si l'enseignement de la religion ne doit pas faire place à un enseignement de l'histoire des religions, plus en accord avec la composition cosmopolite des classes et plus respectueux de la liberté de conscience et de croyance de chaque individu. C'est donc tout un état d'esprit à repenser, et il est plus que certain que celui-ci ne se modifiera pas sans crise...

Sources: Sandra DESLARZES-MAY, *L'Ecole libre de Bagnes, 1900-1943*, Editions Faim de siècle, Fribourg, 1998.

LE VALAIS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES : MODERNISATION ET PROBLEMES SOCIAUX¹

Gérald Arlettaz

Historien, Président du groupe valaisan des sciences humaines, Fribourg

Comme pour d'autres époques de son histoire, le Valais de l'entre-deux-guerres reste aujourd'hui encore assez mal connu. Faute de recherches scientifiques, la société de ce temps est souvent un lieu de projections. Ainsi, mettant en évidence la permanence des modes de vie ruraux, certains auteurs se plaisent à évoquer un passé idyllique marqué par la tradition. D'autres, au contraire, à la suite de l'ouvrage d'André Guex, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*², voient dans cette période celle de la grande transformation et de la naissance du Valais moderne.

En réalité, le Valais de l'entre-deux-guerres est une société en transition. Un premier grand démarrage économique du canton s'est déjà produit entre 1895 et 1914³. Il s'est trouvé freiné par la Première Guerre mondiale. Par la suite, le temps de l'entre-deux-guerres s'est révélé être un temps de consolidation, perturbé par deux crises économiques mondiales du début des années 1920 et des années 1930. Une telle situation n'est évidemment guère favorable à une politique de développement régional.

Pourtant, cette période est aussi celle de la modernisation. Sur le plan politique, le Valais passe alors de la démocratie représentative à une démocratie référendaire avec une représentation législative proportionnelle dominée par l'hégémonie du parti conservateur. Sur le plan social, le canton est confronté à l'extension du salariat, phénomène qui deviendra dominant après la Deuxième Guerre mondiale. Cette extension va s'accompagner du besoin d'une législation sociale ainsi que de l'intégration du Valais dans l'espace socio-économique régi par l'appareil fédéral.

Parallèlement, les dérives fondées sur une mise en cause de la démocratie libérale conduiront une partie du Valais politique des années 1930 sur les voies extrêmes des idéologies corporatistes et de « rénovation nationale », ainsi que sur celles des sympathies pour les régimes catholiques et autoritaires.

I. L'économie valaisanne entre tradition et modernité

A. La politique agricole

Initiés dès 1860, l'endiguement du Rhône et l'assainissement de la plaine permettent une première révolution agricole. Les effets de cette révolution sont toutefois atténués par le morcellement des propriétés et par un mode de production archaïque. En dépit des crises et des difficultés à rentabiliser un secteur fragilisé par la concurrence étrangère, les autorités et l'opinion valaisannes du début du XXème siècle continuent de considérer l'agriculture

¹ Cette communication est un condensé de mon chapitre consacré à « La modernisation du Valais 1914-1945 » qui paraîtra dans *Histoire du Valais*, in *Annales Valaisannes*, 2000.

² Martigny, 1971, 3 volumes.

³ Voir Gérald Arlettaz, « Les transformations économiques et le développement du Valais », in *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, Sion, 1976, pp. 9-62.

comme le fondement de la prospérité. Pourtant, la Première Guerre mondiale met en évidence l'insuffisance et les carences des ressources agricoles du canton. De fait, le Valais n'est pas en mesure de se suffire à lui-même, notamment pour les produits laitiers qu'il doit importer des cantons voisins.

Dès cette époque, sous l'impulsion du nouveau chef du Département de l'Intérieur, Maurice Troillet, le gouvernement affirme sa volonté d'accélérer la modernisation de l'agriculture. Il prône une politique globale visant à augmenter les surfaces cultivables, à diversifier et à rentabiliser la production, à améliorer la qualité des produits et à organiser leur écoulement. Son projet s'articule autour de quatre objectifs prioritaires, à savoir la poursuite intensive des travaux d'amélioration foncière, la réalisation du remaniement parcellaire, la promotion de l'enseignement professionnel et la structuration du monde agricole.

Fort des compétences que lui réserve l'article 14 de la Constitution de 1907, l'Etat entend renforcer l'initiative privée par une politique de subventionnement, appuyée par l'aide financière de la Confédération. Pour Troillet, quelle que soit la dépense, il ne sera jamais trop fait pour l'agriculture. Il s'agit bien sûr d'un choix politique mais aussi idéologique.

B. Les industries

Les années 1918-1950 représentent une période de transition entre le démarrage du Valais d'avant la Première Guerre et la période de généralisation de la consommation au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Après l'essor d'une partie de la production pendant la Première Guerre, l'industrie entre dans une phase de stagnation. Entre les recensements de 1910 et de 1941, la proportion des ouvriers n'augmente que de 24% à 28% de la population active. L'appel à la main-d'œuvre étrangère et féminine diminue dans tous les secteurs. Les causes de cette longue phase de stagnation de l'industrie sont à rechercher dans les crises mondiales de 1919 à 1922 et de 1930 à 1936, mais aussi dans les conceptions culturelles en vigueur dans l'entre-deux-guerres, ainsi que dans l'attitude du gouvernement valaisan. A partir de la fin de la Première guerre mondiale, les difficultés sociales et économiques auxquelles le pays est confronté sont de plus en plus interprétées par une partie des élites comme des méfaits de l'industrialisation et du matérialisme. De ce fait, les défenseurs d'une identité valaisanne définie par la tradition s'insurgent contre les promoteurs qui n'hésiteraient pas à sacrifier l'indépendance et les beautés naturelles du canton sur l'autel de la spéculation. Il résulte de ce climat mental une certaine tendance conservatrice à vouloir stabiliser la population sur le sol natal.

Parmi les ressources naturelles du Valais, l'exploitation de l'énergie hydraulique représente un enjeu économique important. Pour faire face à la demande croissante d'électricité, les usines hydrauliques sont modernisées et des grands barrages d'accumulation sont mis en chantier à Barberine, de 1920 à 1926, et à la Dixence de 1929 à 1935.

La création d'un réseau de routes alpestres bénéficie des subsides fédéraux. En Valais, ce projet concerne 20% de la population qui n'est pas encore reliée à la plaine. Jusqu'en 1937, plus de 14 millions de francs seront investis dans les routes, pour un développement d'environ 280 kilomètres. Dans ce contexte, les infrastructures routières et hôtelières sont modernisées et les stations s'équipent pour les saisons d'hiver, telles Morgins, Champéry, Montana, Crans, Loèche-les Bains et Zermatt. Après le recul de la période 1914 à 1922, l'industrie du tourisme redevient florissante.

Soucieuse de promouvoir un tourisme de loisir, attrayant pour les populations citadines, la publicité récupère les images identitaires et mythiques du « visage aimé de la patrie ». Parallèlement, l'intérêt des Valaisans pour la protection des paysages et du patrimoine s'affirme.

C. La « colonisation intérieure »

Pour comprendre l'effort agricole et d'équipement soutenu par le gouvernement valaisan, il convient de prendre en considération la portée idéologique de cette politique économique. Dans cette perspective, l'action politique de Troillet et de son « régime » se situe dans une volonté de développer la « colonisation intérieure » du Valais, dans le but idéal de concilier modernité et tradition. Selon les conceptions de l'époque, la « colonisation intérieure » est un concept désignant une entreprise de dimension régionale ou cantonale, au sens économique, géographique et démographique du terme. Un des buts majeurs de cette entreprise est d'assurer la compénétration du tissu urbain et du tissu rural. En Valais, cette perspective est l'expression d'une société qui se veut confiante dans ses potentialités de développement et d'intégration de la population. La colonisation intérieure est présentée comme un remède à l'émigration et un moyen de stabiliser la population valaisanne.

Pour attirer les « colons », plusieurs députés préconisent la création de petits domaines, subventionnés par l'Etat et par la Confédération. En fait, les projets de colonisation ne seront pas réalisés ; l'espoir de voir la plaine devenir un débouché naturel des communes surpeuplées de la montagne ne se produira pas de cette façon. Les terrains assainis sont acquis par les habitants de la plaine ; l'idée de développer de petites exploitations familiales est concurrencée par la constitution de domaines. Quant aux biens communaux, si certaines bourgeoisies consentent à les partager, d'autres y répugnent, voire se livrent à la spéculation.

De fait, l'insertion de la population rurale dans les secteurs de l'industrie et des services s'impose comme une nécessité économique qui s'accéléra après la Deuxième Guerre. Dès lors, le gouvernement entend mettre tout en œuvre pour que « l'ouvrier d'usine ne perde pas tout contact avec la terre, car il perdrait aussi le meilleur de ses forces physiques et morales ». Dans cette perspective, le Valaisan sera à la fois ouvrier et paysan. Cette vision a été promue comme emblématique ; elle a été largement mythifiée.

II. Les luttes ouvrières et les problèmes sociaux

Conséquence du démarrage industriel qui a marqué la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, le nombre des ouvriers a considérablement augmenté avant de se stabiliser dans l'entre-deux-guerres. Même encore faible, ce nombre témoigne de l'émergence, puis de l'affirmation progressive d'un phénomène social, mis en évidence à la faveur des crises. De ce fait, l'Etat cantonal se voit contraint de prendre en compte la situation du marché du travail, d'envisager une législation de protection ouvrière et une politique de défense de la main-d'œuvre indigène⁴.

⁴ De manière générale, sur l'évolution des conditions du travail en Valais et sur les conceptions politiques en présence, voir Gérald et Silvia Arlettaz, « Les étrangers et la nationalisation du Valais 1895-1945 », in *Le Valais et les étrangers XIXe-XXe siècles*, Groupe valaisan de sciences humaines, Sion, 1992, pp. 63-121. Pour une autre approche, voir Sophie Pavillon, « Les ouvriers entre "révolution industrielle" et "révolution conservatrice", in *Annales Valaisannes*, 1998, pp. 149-170.

A. Les effets de la Première Guerre mondiale

Pendant la Première Guerre mondiale, l'augmentation du coût de la vie, aggravée par une adaptation lente et incomplète des salaires, accélère la paupérisation des ouvriers. A cela s'ajoute encore la dégradation des conditions de travail. Cette situation est particulièrement choquante pour les ouvriers occupés dans les industries d'exportation qui bénéficient de la conjoncture de guerre. Ainsi, en 1916, l'usine électro-chimique de Chippis réalise un bénéfice net de 17 millions de francs, alors que les salaires sont misérables. La moyenne journalière varie entre Fr. 5,80 et Fr. 6,00.

En juin 1917, le syndicat des ouvriers de l'Aluminium Sierre-Chippis tente de négocier une hausse générale des salaires, la suppression du travail à la tâche, ainsi qu'un aménagement du temps de travail. La Direction refusant tout pour parler avec le syndicat, la grève est décrétée le 17 juin. Elle est massivement suivie par 1700 ouvriers, mais le mouvement s'essouffle face une intransigeance patronale encore renforcée, au nom de l'intérêt national, par la présence de l'armée.

L'analyse officielle occulte les causes sociales et économiques de la grève pour avancer diverses hypothèses politiques dont celle d'un complot révolutionnaire. La grève de Chippis est la traduction de l'existence du malaise de la condition ouvrière en Valais.

En novembre 1918, la Suisse est sous le choc de la première grande grève générale. 350'000 ouvriers manifestent leurs aspirations à des réformes sociales et leur défiance envers les autorités et l'armée. En Valais, seuls quelque 200 ouvriers répondent à l'appel. Pour leur faire face, 2'500 soldats sont mobilisés. Les députés et les milieux bourgeois associent de manière obsessionnelle le péril social aux étrangers.

Cependant, face à ces réactions nationalistes et xénophobes, une partie de l'élite politique bourgeoise prend conscience que l'intégration de la classe ouvrière se révèle un des défis majeurs de l'après-guerre. L'idée de substituer au principe du libéralisme absolu une politique modérément interventionniste de l'Etat dans le domaine social et économique s'impose de plus en plus. Au niveau national, diverses formations politiques élaborent des projets de réformes qui sont largement à l'origine de l'Etat social, en Suisse et aussi en Valais.

En Valais, le député radical Camille Desfayes dépose en mai 1918 une motion au Grand Conseil Il demande de garantir un travail régulier et suivi à l'ouvrier et d'assurer la sécurité de l'avenir contre les risques sociaux en créant des institutions d'assurance et en développant la responsabilité individuelle en matière de santé et d'hygiène. Il s'agit également d'assainir le marché du travail en vue d'attribuer « autant que possible aux Valaisans les postes recherchés et bien rétribués » qui seraient monopolisés par les étrangers. Enfin, pour répondre à la pression des syndicats et aux actions de grève, Desfayes demande à la loi de protéger la liberté du travail, c'est-à-dire d'autoriser le gouvernement à « user au besoin de la force pour garantir l'ouvrier non gréviste contre toute violence et toute atteinte à sa liberté ». La motion est acceptée, mais le Conseil d'Etat tarde à déposer un projet de loi de protection ouvrière.

B. Crises et intégration ouvrière

Avec la crise des années 1920-1922, le Valais doit faire face à un fort chômage. En 1921, suite aux licenciements massifs des industries de Viège, Chippis et Monthey, le canton enregistre 4'500 chômeurs en décembre. A partir de 1925, la situation du marché de l'emploi se redresse et se stabilise jusqu'à l'hiver 1929, mais elle connaît toujours un chômage saisonnier plus ou moins intense lié à la fin des travaux agricoles et à la baisse des eaux.

En dépit de cette situation, le Valais a pourtant besoin d'ouvriers étrangers pour pallier la carence de la main-d'œuvre indigène dans les métiers de la construction et de l'hôtellerie. Bien que moins nombreux qu'avant la guerre, le nombre des permis de séjour accordé à des ouvriers étrangers, italiens pour la majorité, atteint une moyenne annuelle de 7'300 entre 1919 et 1929. Ce constat inquiète la classe politique et les milieux ouvriers en quête d'un nouveau consensus social après les épreuves de la guerre. Les étrangers apparaissent alors comme un défi pour l'intégration de la classe ouvrière. De fait, la politique libérale à l'égard de l'emploi des étrangers est dénoncée et le discours en faveur de la protection ouvrière se double d'un appel à la protection du travail national. Pourtant, les autorités de police valaisannes appliquent avec laxisme les prescriptions fédérales en matière de séjour et d'établissement des étrangers. L'Etat ne se montre guère disposé à intervenir dans le jeu de la libre concurrence ; au contraire, il tend à justifier la politique patronale d'embauche par les besoins de l'économie.

Entre 1930 et 1936, le canton traverse une nouvelle crise. En dépit des travaux d'utilité publique et des chantiers de la Dixence, la situation de l'emploi se dégrade. Le nombre des chômeurs atteint 5'000 en 1936. Une fois de plus, la dépendance du marché du travail à l'égard de la politique d'emploi des grandes entreprises se fait sentir très durement. En 1931, l'usine de Chippis licencie plus de 1000 ouvriers, 52% du total de ses effectifs. La verrerie de Monthey congédie l'ensemble de ses ouvriers. Dans tous les secteurs, les salaires subissent des baisses alors que le temps de travail s'allonge. D'une manière générale, le Valais connaît des salaires inférieurs de 30% à la moyenne suisse.

Dans le camp conservateur, le député Joseph Escher, condamne sévèrement ces licenciements et préconise une aide de l'Etat. En revanche, Troillet refuse d'engager le gouvernement. Il estime que « pour le Valais, la question du chômage proprement dit ne se pose pas actuellement. Les ouvriers qui, vraiment, veulent travailler, trouvent de l'occupation, soit dans l'agriculture, soit dans les chantiers ».

Quant à l'opposition socialiste, elle donne de la voix et accuse le gouvernement de faire le jeu du patronat. En novembre 1932, Dellberg développe une motion de crise en insistant sur l'intensification de la lutte contre le chômage, l'intervention de l'Etat contre la baisse des salaires, et la protection du travail national.

Dans ce contexte, les réactions antiétrangères s'exacerbent. Les socialistes s'insurgent contre la concurrence, jugée déloyale, des ouvriers saisonniers et, en 1934, Dellberg demande l'interdiction totale de l'entrée des ouvriers étrangers en Valais. Le gouvernement renforce les mesures de contrôle. L'objectif d'élimination de la concurrence étrangère se réalise progressivement ; le nombre des saisonniers estimé à 3000 en 1930 devient négligeable à partir de 1936. Les chantiers de Barberine (1920-1926) et de la Dixence (1929-1935) sont des hauts lieux de l'action syndicale et politique pour l'amélioration des conditions de travail et de salaires des ouvriers. Cette action s'accompagne d'une lutte acharnée, aux allures xénophobes, contre la main-d'œuvre italienne.

La nationalisation de la main-d'œuvre est donc en bonne voie. En revanche, les travaux d'élaboration d'une législation ouvrière s'enlisent. Le 2 mai 1930, soit douze ans après la motion Desfayes, le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil un premier projet de loi sur la protection ouvrière qui s'applique au commerce, à l'artisanat et à la petite industrie. Outre des dispositions relatives à la protection des enfants et des femmes ainsi qu'aux conditions d'hygiène dans les locaux de travail, le projet régleme le temps de travail. Il fixe la durée hebdomadaire du travail à 55 heures dans les ateliers et dans le commerce, à 60 heures dans l'hôtellerie. Ce projet se heurte à l'opposition farouche du patronat valaisan, en particulier des milieux hôteliers. La Chambre Valaisanne du Commerce accuse le Conseil d'Etat de vouloir imposer une réforme sociale « injuste et immorale ». Le projet de loi amendé est accepté par le peuple en 1933.

Cette brève analyse des conditions politiques, économiques et sociales du Valais de l'entre-deux-guerres, montre que la société de cette époque est entrée dans une voie de modernisation. Pourtant, cette société continue également de vivre au rythme de ses traditions. De cette tension entre deux sensibilités, il en résulte une certaine hésitation. A bien des égards, le Valais paraît douter de son identité et de son avenir. Les réflexions sur le développement économique et ses conséquences, de même que celles plus catégoriques sur les choix idéologiques à effectuer sujet que nous n'avons pu aborder dans cette communication comptent au nombre des principaux témoignages d'une crise des valeurs qui reste à analyser.

LES SOURCES AUDIOVISUELLES ET LES ORIGINES DU VALAIS ACTUEL

Jean-Henry Papilloud

Directeur du Centre valaisan de l'image et du son, Martigny

En cinquante ans, le Valais a beaucoup changé. Dans tous les domaines, l'évolution est spectaculaire ; les mutations, visibles. Si cette accélération de l'histoire est manifeste à partir de la fin des années 1940, elle s'inscrit aussi dans un mouvement qui prend racine dans une plus longue durée.

Peut-on non seulement raconter, mais mettre en perspective ces changements, les relier entre eux et, à défaut de les expliquer dans tous les détails, les comprendre ? Dans cette problématique, le recours aux images n'est pas seulement une illustration. Il éclaire le débat d'une manière singulière⁵.

Partons d'un constat qu'on entend encore régulièrement : en 1950, le Valais émerge à peine du moyen âge. Mais, en 1900, on disait la même chose du milieu du XIXe siècle. Et *L'Helvétie* de 1833 s'écriait : « Avant la révolution française, le Valais était un pays sauvage... »

Bien évidemment, cette représentation, qui pourrait être illustrée par de nombreuses images du Centre valaisan de l'image et du son, est non seulement caricaturale, mais fautive. Certes, les photographies de paysage du début de ce siècle montrent l'extraordinaire changement qui s'est produit dans la plupart des régions du canton. Mais le Valais actuel ne s'est pas construit en quelques années, ni en quelques décennies. En définitive, il est la résultante d'une évolution lente et tortueuse, le fruit de nombreux changements qui ont ponctué ces deux derniers siècles. Ces révolutions, si l'on force un peu le trait, ont été politiques, économiques, sociales, culturelles. Et elles ont laissé des témoignages aussi bien dans les archives photographiques que cinématographiques.

Sans entrer dans les détails des bouleversements politiques de l'époque moderne, il est important de situer le contexte, peu documenté, il est vrai par les sources audiovisuelles. En postulant que les hommes sont maîtres de leur destin collectif, la Révolution française place la politique au centre des débats. Elle érige les citoyens en acteurs prométhéens de l'histoire. En Valais, l'écho de cette onde de choc est perceptible tout au long de la première moitié du XIXe siècle. Elle aboutit à la mise en place d'un système politique relativement stable - du moins dans ses formes.

Au milieu du XIXe siècle, la foi dans le progrès est encore intacte. L'idée est généralement répandue que la civilisation matérielle apportera, avec la prospérité, la tranquillité des peuples et le bonheur des individus.

Les moyens de transport, abondamment photographiés, jouissent, à cet égard, d'une aura extraordinaire, quasi magique. La ligne du Simplon est mise en chantier et le train arrive en gare de Sion en 1860. L'influence sur l'économie est presque immédiate. Et ce d'autant plus que de grands travaux d'équipements sont lancés en parallèle. Ainsi, après les inondations catastrophiques de 1860 qui transforment la plaine du Rhône en lac de Brigue à Evionnaz, les travaux d'endiguement du fleuve sont lancés. Entreprise gigantesque qui s'étale sur plusieurs

⁵ Cet exposé a été présenté avec une abondante illustration constituée de photographies et d'extraits de films, le texte lui-même servant de simple fil conducteur.

décennies et qui permet de gagner à la culture de vastes étendues dans la plaine (7000 hectares).

Au tournant du siècle, les transformations s'accélèrent. On observe un véritable décollage économique⁶. Le volume des transactions du Valais avec l'extérieur augmente à un rythme extraordinaire. Entre 1895 et 1912, les importations sont multipliées par sept ou huit et les exportations les rattrapent bientôt.

Le tissu industriel s'étoffe progressivement en utilisant des ressources anciennes ou les produits agricoles. Mais surtout, le Valais découvre l'importance de la force hydraulique. Les premières concessions pour l'exploitation des eaux des rivières sont accordées en 1890. Attirées par le faible coût de l'énergie électrique, des sociétés investissent dans le canton. Les grandes usines s'installent : la Lonza à Viège et Gampel en 1897, Ciba à Monthey en 1904, AIAG à Chippis en 1905. Comme le montrent leurs archives, elles ont un fort impact sur le paysage. Et on retrouve leur poids dans la balance commerciale du canton : en 1910, les produits chimiques représentent le 60 % des exportations valaisannes.

A côté du développement industriel, les infrastructures (chemin de fer et routes) servent aussi le développement touristique. Arrivée à Brigue en 1878, la ligne du Simplon franchit les Alpes en 1906, non sans avoir laissé quelques cicatrices dans la conscience collective, comme à l'occasion des grèves dont il nous reste quelques images.

C'est aussi la grande vogue des chemins de fer alpestres. La ligne Viège-Zermatt est ouverte en 1891, Martigny-Châtelard en 1906. Champéry en 1908. La folie du rail s'empare des esprits. En 1907, 10 concessions sont accordées ou prolongées par Berne. C'est que les activités touristiques connaissent un boom sans précédent. Les hôtels poussent comme des champignons à Champéry, (2 hôtels en 1886, 14 en 1911), Champex, Salvan, Finhaut Montana-Crans, Zermatt (9 hôtels en 1890, 28 en 1910).

Mais, à l'époque, que voient les Suisses du Valais ? Comment le cinéma rend-il compte de cette réalité ? Le film de Burlingham sur le Loetschental entame une longue série de documents qui véhiculent une image complètement décalée des vallées alpestres, sauvages, habitées par des peuplades aux moeurs singulières et ignorantes des bienfaits de la civilisation.

En fait, loin des caméras, les attitudes face à la vie sont en train de subir une transformation autrement conséquente. Avec la révolution de la vie et de la mort qui s'affirme avec le siècle, c'est sans doute le fait le plus important de toute l'histoire valaisanne qui est en train de se dérouler sans que les contemporains en aient conscience.

La mortalité suit une pente descendante régulière, malgré la saignée de la grippe espagnole qui semble ressusciter les peurs d'un autre âge quand elle touche la moitié de la population et qu'elle cause la mort de 1487 personnes en dix mois.

Le mouvement de la natalité est, lui aussi, orienté à la baisse et d'une manière irréversible. Il touche toutes les régions. Même si les montagnards se vantent du contraire en affirmant au Grand Conseil en mai 1920 : « Nous ne connaissons pas la grève des berceaux, là-haut ! » Il est vrai qu'ils peuvent montrer des images qui attestent, de manière irrécusable, que les familles nombreuses n'ont pas entièrement disparu et qu'elles vivent, souvent, dans des conditions précaires.

Ces pères nourriciers que l'on voit sur les photographies, de quoi vivent-ils ? De moins en moins de l'agriculture : 66 % en 1900, 41 % en 1950, alors que c'est sur ce cheval que le gouvernement de Maurice Troillet fait reposer toutes ses espérances.

En définitive, c'est peut-être dans les changements qui caractérisent les manières de vivre que le cinéma - les films familiaux en particulier - montre l'évolution la plus intéressante. De

⁶ Voir le travail de Gérald Arlettaz, « Les transformations économiques et le développement du Valais, 1850-1914 », dans GVSH, *Développement et mutations du Valais*, 1976.

films en photographies, on peut observer les effets de la modernisation sur les intérieurs, les vêtements, voire les visages et les mains des Valaisannes et des Valaisans de tout âge.

Longtemps replié culturellement sur lui-même, le Valais s'ouvre davantage au monde extérieur. Avec la radio, puis la télévision, des lucarnes, qui deviennent bientôt fenêtres, amènent un peu d'air que certains jugent parfois trop frais. Avant d'accepter la pluralité des opinions et la diversité des points de vue, les porte-parole des groupes dominants ont tenté d'étouffer le débat dans l'œuf en pratiquant l'amalgame et en jouant sur les réflexes patriotiques, voire chauvinistes.

Aujourd'hui, il en reste des archives. Elles résonnent encore des grandes empoignades sur les débats qui agitent une société en pleine mutation confrontée à des héritages lourds à assumer.

Dans la problématique habituelle, les sources audiovisuelles sont surtout utilisées pour illustrer des propos et des analyses s'appuyant sur des documents écrits.

Or, comme on l'a vu avec les exemples présentés, photographies et films peuvent donner une consistance certaine à des phénomènes qui ont encore de la peine à dépasser le cercle de quelques spécialistes. Ainsi, pour ne citer qu'un cas, après avoir examiné les photographies des implantations industrielles du début du XXe siècle, il est plus difficile de faire commencer la modernisation du canton avec l'ère de Maurice Troillet.

Certes, pas plus que les archives traditionnelles, les sources audiovisuelles ne sont objectives en soi. Il est donc nécessaire de les soumettre, comme les autres documents, au creuset de la critique, de les confronter à d'autres témoignages, bref d'en faire l'analyse avant de les utiliser dans une argumentation.

Cela signifie aussi que les documents audiovisuels peuvent devenir, à leur tour, objet d'études. Dans cette perspective, la mission du Centre valaisan de l'image et du son ne se limite pas à la recherche et à la conservation des films, des photographies et des enregistrements sonores. S'il peut mettre à la disposition des chercheurs des fonds importants, il espère que l'intérêt que suscitent aujourd'hui les recherches historiques se traduira aussi par une plus grande utilisation et une meilleure mise en valeur des richesses dont il a la garde.

CLICS ET DECLICS SUR LES TEMPS MODERNES

Monique Pavillon

Historienne, Université de Lausanne

Jean-Damien Humair

Informaticien et musicologue, Université de Lausanne

Ce cédérom rassemble près de soixante séquences de films regroupés autour d'une quarantaine d'histoires de la modernisation de la Suisse, depuis les premières projections cinématographiques (1896) aux années contestation (1974).

Chaque thème débute ainsi par un petit cinéma qui ouvre le regard et l'imaginaire sur des aspects marquants de l'histoire du pays. Et chaque film mène vers un petit éventail de fiches différenciées qui référencent le film, le commentent, transcrivent le commentaire original, mettent le doigt sur l'envers du décor, et surtout proposent un dossier permettant à l'utilisateur/trice de se familiariser avec les enjeux de l'époque. Ces textes inédits, qui représentent environ 2500 pages, sont complétés par des articles scientifiques, des documents, près de 400 photographies légendées, une bibliographie, une chronologie et un index comportant plus de 900 entrées. Autant d'instruments qui permettent de répondre à des curiosités multiples, que chacun et chacune peut agencer à sa guise.

Quant à la circulation dans le cédérom, elle s'effectue également au gré de choix individuels, d'un film ou d'une fiche à l'autre. Mais sans risque de se perdre. Car la structure reste identique pour chacun des thèmes traités, alors qu'un écran appelé « parcours » permet à tout instant de visualiser les déplacements effectués et de revenir, par un « clic », à l'endroit désiré. Comme existe aussi la possibilité de sélectionner des textes au moyen d'un « signet », qu'on peut par la suite copier, coller, modifier et imprimer pour se constituer une documentation personnalisée.

Cette démarche a été mise en œuvre par une petite équipe entièrement issue de l'Université de Lausanne, pour qui ce travail a représenté une expérience pionnière, en même temps qu'une période de formation intense à ce nouveau média. Quant à l'atelier de graphisme qui a donné son apparence définitive à l'objet, recruté sur la place lausannoise, c'était pour lui aussi une entrée en matière complètement inédite. C'est dire les difficultés, les angoisses et les limites inhérentes à ce type d'essai ont été nombreuses, mais largement compensées par la curiosité et l'enthousiasme de tous et de toutes. D'autant que la collaboration avec un informaticien « maison » a permis d'élaborer, en permanence, des solutions nouvelles aux impasses présentées par une technique encore balbutiante.

Sur le plan financier, la réalisation du cédérom a pu être menée à bien grâce aux fonds mis à disposition par la Confédération dans le cadre de son 150^e anniversaire, ainsi que par des subventions d'entreprises privées, telles la Migros et la Maison Veillon. Un large soutien logistique a été apporté par plusieurs institutions, comme la Cinémathèque suisse à Lausanne, la Télévision suisse romande, la Schweizer Fernsehen DRS à Zürich et le Centre audiovisuel de l'Université de Lausanne. Plusieurs autres organismes, et surtout des personnes individuelles (cinéastes, étudiants et étudiantes, collaborateurs et collaboratrices de l'Université de Lausanne) ont contribué de plusieurs manières au projet par une solidarité sans faille.

Production Ciné-Clio CH 98. E-mail : Monique.Pavillon@hist.unil.ch

Projet : Hans Ulrich JOST

Réalisation : Monique Pavillon

Réalisation informatique : Jean-Damien Humair

Filmographie : Felix Stürner

Rédaction : Hans Ulrich Jost, Georges Nicod, Monique Pavillon, Felix Stürner

Avec les collaborations de :

Antoine Baudin, Fiorella Castanotto, Bruno Cortésy, Dominique Dirlwanger, Jean-Damien Humair, Jean-Pierre Keller, Matthieu Leimgruber, Jean-Daniel Farine, Florence Gentili, Gianni Haver, Jean-Jacques Monachon, Olivier Moeschler, Suzanne Peters, Gian Franco Pordenone, Stéfanie Prezioso, Michel Thévoz.

Assistant(e)s : Florence Gentili, Georges Nicod, Yan Pauchard

Graphisme : Giorgio Pesce (avec la collaboration de Clara Batllori Vidal), Atelier Poisson, Lausanne

Diffusion : Edition Antipodes, case postale 290, CH-1000 Lausanne 9. Fax 021-625.28.66.

EN CONCLUSION

Sandrine Strobino

Historienne, membre du comité de la Société Académique du Valais

Au terme de cette journée, les éclairages à propos de l'histoire contemporaine ont été divers mais extrêmement cohérents. Que les intervenants soient vivement remerciés non seulement pour la qualité de leurs communications mais aussi pour la complémentarité qu'ils ont mis dans leurs propos.

On ne peut pas ne pas avoir apprécié l'homogénéité des études ayant Bagnes pour contexte. Les deux monographies exposées nous ont donné un bel exemple de développement. Le tout soutenu par la limpide exposition du contexte historique faite par Gérald Arlettaz. En deuxième partie de journée, on peut dire, sans mentir, que l'ouverture sur d'autres types de sources (photographiques, cinématographiques) a éveillé l'intérêt des participants. Drôles ou tragiques, les documents n'ont laissé personne indifférent. Enfin, l'exploitation de documents cinématographiques via un cédérom nous laisse entrevoir l'avenir des supports historiques et l'usage que l'on peut désormais en faire.

Le but de la journée était, je le rappelle, non seulement de brosser un panorama d'une période mal connue mais aussi d'évoquer les divers types de sources à disposition des historiens. Aux vues de la participation des auditeurs dans les divers débats et de l'heure relativement tardive où ceux-ci furent clos, on peut présager que cette journée interdisciplinaire a tenu ses promesses.